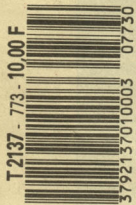


NUMERO BIMENSUEL  
NOUVEL HEBDO EN MARS 1990

ISSN 0026-9433



le monde  
**libertaire**

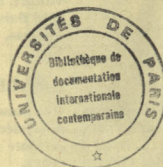
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 773

JEUDI 1<sup>er</sup> FEVRIER 1990

10,00 F



**LE  
NATIONALISME  
DIVISE**

**LE  
FEDERALISME  
UNIT**

**MALIK**

L'Etat tue !  
L'Etat se juge !  
Quel verdict ?

PAGE 5

**ROUMANIE**

Une révolution  
de palais à  
la sauce Robespierre

PAGES 6 et 7

**URSS**

Les anarchistes  
reviennent !  
Merci Gorbi ?

PAGE 9

F°P. 2520



## communiqués communiqués

### • ANIZY-LE-CHATEAU :

Le groupe d'Anizy-le-Château (Aisne) prend le nom de groupe Pierre-Kropotkine. Adresse : Athénée libertaire, 02000 Merieux, tél. : 23.80.17.09

### • AURILLAC :

Une liaison existe à Aurillac (Cantal). Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

### • BOURGOIN-JALLIEU :

Le collectif anarchiste et le groupe F.A. de Bourgoin-Jallieu organisent le samedi 17 février de 14 h 30 à 17 h, place des Halles, dans la rue piétonne, un stand de presse libertaire (journaux, livres, badges, briquets, affiches...).

### • LILLE :

Voici le programme des prochaines émissions de la Voix sans Maître, réalisée par le groupe Benoit-Broutchoux, tous les vendredis, de 20 h 30 à 22 h sur Radio-Campus (91.4) : 2 février : compte rendu de la conférence d'Alexandre Tchoukaïev ; 9 février : la Palestine.

### • LILLE :

Le groupe Humeurs Noires change ses permanences : le groupe se réunit tous les mercredis de 20 h 30 à 23 h à la Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE), 23, rue Gosselet, à Lille (Métro République). Sont disponibles une table de presse, de la documentation, etc.

### • POITIERS :

Le groupe Alexandre-Berkman et ses sympathisants vous informent qu'ils tiennent une table de presse le mardi entre 11 h 30 et 13 h, dans le hall du restaurant universitaire Rabelais, sur le campus de l'université de Poitiers.

### • SAINT-ETIENNE :

L'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » animée par le groupe Nestor-Makhno est diffusée désormais le jeudi à partir de 20 h. Au programme : le point de vue des libertaires sur les grandes questions d'actualité, des rafales de « boulets noirs », des nouvelles du mouvement libertaire international, des notes de lecture, etc.

### SAINT-ETIENNE :

Le groupe Nestor-Makhno tient désormais sa permanence le premier mercredi du mois en la salle 15 bis CNT-AIT - Libre Pensée, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 SAINT-ETIENNE.

### • SAINT-NAZAIRE :

« Les Amis de Fernand Pelloutier » (FA de Saint-Nazaire) organise une réunion-débat, dont le thème sera : « Perspectives et réalité du mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste en Europe », le vendredi 16 février, à 20 h 30 - salle F - Maison du Peuple, place Salvador-Allende, Saint-Nazaire.

### • TOULON :

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent samedi 24 février, à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon, une projection-débat autour du film de Bernard Baisat : *Aux quatre coins coins du Canard*. Avec Bernard Thomas, journaliste au *Canard enchaîné*. Table de presse.

### • VALENCE :

Une liaison vient de se constituer sur Valence. Toute personne intéressée à travailler avec nous peut nous contacter à l'adresse suivante (provisionnement) : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

## éditions

### SVOBODA :

Eh oui ! un numéro 2 de *Svoboda*, plus fourni que le premier, avec un article sur l'UNI, une interview de Dirty District, un texte sur l'Europe de 1993, un autre sur le rock alternatif, et puis des nouvelles, des aphorismes. Vous pouvez vous procurer ce numéro à la librairie du Monde libertaire pour 10 F et 10 + 3,70 F de port, en écrivant au CERL, BP 166, 86004 Poitiers Cedex.

### VOLONTÉ ANARCHISTE

#### « LA MORALE ANARCHISTE » :

Ce trente-sixième numéro de *Volonté anarchiste* est la réédition d'une brochure de Pierre Kropotkine, presque centenaire ; sa première publication date en effet de 1891. Elle fut de multiples fois reproduite et traduite dans le monde entier. De nouveau, épuisée en France, il nous est apparu nécessaire de faire (re)connaître un texte indispensable à la compréhension de la pensée anarchiste et répondant à cette question : les anarchistes, sans dieu ni maître, auraient-ils une morale ?

Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire.

Le meilleur soutien pour *Volonté anarchiste* est bien sûr l'abonnement : 190 F pour huit numéros. Versement à l'ordre de ASH : 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony, CCP 21600 42 C centre Paris.

### HUMEURS NOIRES GRAFFITI

Le numéro 10 d'*Humeurs noires Graffiti* est arrivé, un chiffre rond comme l'année qui commence !

On peut se le procurer à la librairie du Monde libertaire et dans plusieurs librairies parallèles.

Pour un abonnement de 5 numéros, ce qui correspond approximativement à un an, adresser 30 F à l'ordre de ALDIR à : *Humeurs noires Graffiti* - ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Baroeul.

Permanence du secrétariat  
aux Relations intérieures de la F.A. :  
le samedi de 15 h à 17 h  
145, rue Amelot - 75011 Paris (m° République)  
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## Amis lecteurs

**15** MARS : 1<sup>er</sup> numéro du *Monde libertaire* nouvelle formule. Vous retrouverez à cette date votre titre chaque semaine, avec huit pages, mais aussi une présentation plus aérée et un aspect plus attractif. Journal de combat, des articles courts et des brèves rendront la critique plus incisive.

Journal de réflexion, le *Monde libertaire* continuera à consacrer une ou plusieurs pages à des événements marquants ou à des thèmes spécifiques, sans craindre les débats d'idées.

Nous vous l'avions promis le 26 octobre, en explicitant les raisons financières qui nous obligeaient à changer de formule. Le pari sera tenu, grâce à vous, le 15 mars. En effet, même si nous n'avons pas atteint le chiffre des souscriptions avancé, les sommes recueillies nous permettent de nous lancer.

Bien des difficultés ont été résolues en trois mois : trouver un local adapté à nos besoins et possibilités, former un permanent à la PAO, acquérir le matériel indispensable. D'autres doivent être encore surmontées : adaptations de nos méthodes de travail à la nouvelle formule, faire connaître celle-ci, parachever la réalisation de nos projets de maquette... Mais nous sommes confiants et pouvons vous assurer que nous serons prêts à temps. D'ores et déjà, nous vous présentons le nouveau logo de ce *Monde libertaire* du 15 mars, qui sera un numéro spécial préparé dès maintenant par nos compagnons du comité de rédaction.

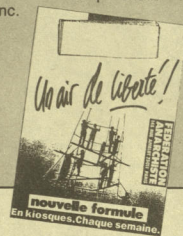
le monde  
**libertaire**

Certes, il nous reste peu de temps pour mener la campagne de lancement et nous comptons sur le dynamisme des militants de la FA, et de toutes les personnes attachées à ce que notre journal demeure, pour compenser le retard pris. Au cours de la deuxième semaine de février, une affiche (format 50 X 70) et des autocollants seront disponibles à la librairie du Monde libertaire.

La première (dont nous vous présentons ci-dessous la maquette) symbolise bien l'essence de notre organe de presse. Les autocollants, quant à eux, insisteront sur les thèmes principaux de notre propagande : anarchisme, antimilitarisme, lutte contre l'Etat et le capitalisme, action directe, rôle de l'individu... D'autres outils de « promotion » seront à la disposition de tous ceux qui souhaitent les utiliser. Mais nous vous en reparlerons plus précisément dans un prochain « Amis Lecteurs ». A bientôt, donc.

### Les administrateurs

P.S. : Nous publierons la liste des souscriptions et virements automatiques dans le prochain numéro.



### LES PENETRATIONS DES IDEES DE L'EXTREME DROITE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE :

En 1989, *Les Pénétrations des idées de l'extrême droite dans la société française* devient une réalité qui couvre la totalité du champ social, politique (administratif) et culturel.

Cette brochure est une tentative modeste d'informer et de convaincre sur l'importance de ce phénomène et sur les dangers qu'il fait courir à l'encontre de la société civile.

Prix de vente de l'exemplaire : 30 F + frais de port 5 F.

A partir de 10 exemplaires en commande, prix de l'exemplaire 25 F (tenir compte des frais d'envois : 20 F).

Commande à adresser à Cercle d'études sociales, BP 233, 66002 Perpignan Cedex. Chèques à libeller à l'ordre de CES, CCP 3096 L, Montpellier.

Brochure en vente à :

- librairie « Infos » : 2, rue T. Guiter à Perpignan ;  
- librairie du Monde libertaire : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### LA MISTOUFE :

Le numéro 4 de *La Mistoufe* vient de paraître. Ce numéro comporte vingt-quatre pages, d'où une augmentation de poids pour les envois. Ainsi, pour les demandes d'expédition, merci de joindre 4 F en timbres. Les abonnements de soutien sont toujours bienvenus. Nous espérons ainsi pouvoir rester gratuit !

Notre adresse : La Mistoufe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

### CONTRE VENTS ET MARÉES :

Le numéro 66 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F, à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 F (chèques à l'ordre de l'association).

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

| TARIF         | France<br>(+ DOM-TOM) | Sous pli fermé<br>(France) | Etranger |
|---------------|-----------------------|----------------------------|----------|
| 1 mois, 5 n°  | 35 F                  | 70 F                       | 60 F     |
| 3 mois, 13 n° | 95 F                  | 170 F                      | 140 F    |
| 6 mois, 25 n° | 170 F                 | 310 F                      | 250 F    |
| 1 an, 45 n°   | 290 F                 | 530 F                      | 400 F    |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.



PAYS DE L'EST

Les pièges du nationalisme

**L**A forte résurgence des mouvements nationalistes en Union soviétique va de pair avec la Perestroïka et le début d'abandon du monopole des bolcheviks sur la vie politique. L'arrivée du communisme en URSS d'abord, puis sur l'ensemble des pays de l'Est ensuite, avait laminé et réduit au silence l'activisme nationaliste des peuples et minorités de ces pays. Cette normalisation forcée avait pour prétexte d'éviter les tensions et de promouvoir le bien des « peuples fédérés ». En fait, pour la Nomenklatura, la véritable raison de cette normalisation était la promotion du Russe par sa langue et sa culture.

Aujourd'hui tout craque. Au nord, avec les pays baltes, plus pour des raisons économiques et de lenteur dans la Perestroïka, au sud

A plus d'un titre ce nationalisme exacerbé illustre bien la dérive de principes comme l'Etat-Nation qui imposerait aux minorités ethniques l'intégration ou la disparition. En effet, cette notion abstraite d'un Etat homogène est forcément erronée et implique à terme la remontée des revendications des minorités culturelles, surtout quand cette notion est imposée, réduisant au silence toute forme réelle d'autonomie, toute forme réelle de fédéralisme. C'est de bien de cela dont il est question ici : le découpage, la création d'Etats artificiels pour le seul objectif de maintenir à un moment donné le rapport de forces au profit d'une minorité — toujours la même — celle de privilégiés qui détiennent alors pouvoir et argent, puissance économique et domination sociale. A cela s'ajoutent les clivages religieux qui entre-

tiennent ces disparités et renforcent les pouvoirs de la minorité en place.

tiennent ces disparités et renforcent les pouvoirs de la minorité en place.

Que l'on soit Arménien, Azéri ou Slave, le problème n'est donc pas la prise en compte d'une entité culturelle incontournable, mais comment cette entité est utilisée, détournée pour opprimer l'Autre, l'étranger, celui qui ne vit et ne pense pas comme soi. Dans tout nationalisme, « il y a un impérialisme qui sommeille » (1). Nous savons aujourd'hui les dégâts d'une telle attitude. Le racisme, par exemple, se nourrit de ce patriotisme autoritaire. Surtout quand cette identité culturelle est « fragilisée » ou opprimée. C'est le cas en Europe, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest.

L'enfer, ce n'est pas les autres — pour plagier le camarade Sartre —,

l'enfer : c'est l'Etat. Si l'on peut ici même employer un langage qui se réfère encore à un autre impérialisme tout aussi néfaste : le religieux. L'enfer c'est aussi la religion !

On le voit, c'est ce cocktail monstrueux d'Etats autoritaires, avec leurs découpages de frontières totalement absurdes, plus les querelles de chapelles, qui alimentent les conflits de l'Europe centrale.

Seul un réel fédéralisme non-autoritaire, basé sur le respect des identités, sur la prise en compte des histoires collectives et individuelles, pourra mettre fin à ces guerres. Il ne sera possible que s'il repose sur le respect mutuel, le contrat librement consenti. Il va de soi que les logiques de pouvoir n'auront plus le droit de cité. Et que là on pourra enfin parler vraiment de la « fin de l'histoire », de cette histoire des oppresseurs, celle qui agite le monde depuis trop longtemps.

Encore une fois, c'est la raison d'Etat qui prédomine.

Philippe SPEC et Alain DERVIN

(1) Michel Winock in l'Evénement du Jeudi du 25 janvier 1990.



plus pour des raisons religieuses et d'entités territoriales. Par sa russification massive, Moscou n'a fait que maintenir un esprit revanchard et séparatiste dans les différentes Républiques de l'Union, et bien au-delà.

La ligne Oder-Niessse, frontière établie en 1945 entre l'Allemagne et la Pologne, est aujourd'hui remise en cause. La communauté tzigane est villipendée en Roumanie, qui revendique par ailleurs la Moldavie à l'URSS. En Bulgarie, la communauté turque s'agite. La Yougoslavie elle aussi voit ressurgir ses oppositions ancestrales. Si la situation est plus dramatique dans le Caucase, entre Arméniens et Azéris, c'est d'une manière globale l'Europe centrale et sa diversité des communautés qui bouleversent « le fédéralisme étatique » et autoritaire.

ARMENIE  
Diaspora et nationalisme

**S**LOGANS, discours, musique, le dimanche 21 janvier, aux abords de l'ambassade d'URSS à Paris, la diaspora arménienne manifestait aux cris de « Karabakh arménien ». Sur le coup de 18 h 30, entre cinq cents et mille personnes battaient la semelle sur la chaussée du boulevard Lannes dans l'attente du retour de deux délégations, l'une reçue à l'Elysée et l'autre à l'ambassade.

Des drapeaux arméniens flottaient au-dessus des têtes, ainsi que deux drapeaux... libanais.

Perchés sur le plateau d'une camionnette, garée juste devant un cordon de CRS, quelques individus haranguaient la foule l'invitant notamment à s'inscrire en vue de grossir les rangs des brigades en partance pour l'Arménie, ou, à défaut, à donner l'obole.

Pour une manifestation de solidarité notoirement nationaliste, on ne peut pas dire qu'il y eut grand monde. Il manquait à l'appel les deux cent mille Arméniens vivant en Région parisienne. Comme quoi, malgré le tapage des médias en mal de « nobles causes » qui font vendre du papier, le drame caucasien qui met aux prises Arméniens et Azéris n'incite pas à un étalage de sentiments nationalistes exacerbés dès lors qu'on se trouve hors du Caucase. Le drame qui se joue relève de ces passions ancestrales, presque fatales, que l'instauration du communisme dans la région au lendemain de la révolution de 1917 avait pu faire oublier. Avec la Perestroïka s'expriment des haines jusqu'alors contenues par la répression stalinienne.

Pays blessé, le Caucase est une mosaïque de peuples : Géorgiens, Arméniens, Azéris... adversaires certes, mais cependant voisins qui, la fureur assoupie et les médias partis, devront réapprendre à gérer le quotidien.

Un quotidien bien différent de ces éléments nationalistes arméniens membres d'une diaspora aisée n'entretenant qu'un lointain rapport avec la mère-patrie.

Claude NEPPER

EDITORIAL

**L'**HIVER est souvent une saison fatale. Charles Hernu, ministre de la défense de 1981 à 1985, en a fait les frais, le 17 janvier, en sa bonne cité de Villeurbanne. Le décès connu, le premier moment de stupeur passé, nos « socialistes » militaro-cléricaux se sont répandus en déclarations pompeuses et larmoyantes sur la perte de celui « qui est mort en soldat... c'est à dire debout » (dixit Pierre Mauroy) et de rappeler alors que Charles Hernu avait réconcilié le PS avec l'armée, faisant ainsi disparaître, par la même occasion, toute tendance antimilitariste au sein du parti.



Les obsèques furent, par ailleurs, l'occasion d'un grand moment fraternel entre nos « sociaux » et le clergé catholique. Decourtray, Primat des Gaules, officiait en l'église de Villeurbanne, sous le regard humide des « laïcs » du gouvernement, encadrant... Raymond Barre.

Et pour couronner le tout, l'association Greenpeace, pas rancunière, y est allée de son petit mot gentil pour le défunt.

Si dès à présent les militants de la section PS de Villeurbanne ne régalent pas la succession à coups de poings, nous aurions eu là de bien belles funérailles, comme on les aime dans nos chaumières.



Ni dieu, ni maître, ni Etat, ni curetons...

**I**L y a deux choses qui sont universellement partagées de par le monde, c'est le racisme et la croyance en Dieu. Il y en a une autre que la Révolution française a élevé au rang de principe lui aussi à vocation impérialiste : la nation. Ces trois généralités ont eu pour conséquence guerres et génocides, misère et déportations. A chaque fois pour la bonne cause, pour ce sentiment hautement prétentieux d'avoir raison, les hommes souvent, les femmes beaucoup moins, ont tué. Le racisme tue encore, la religion et le nationalisme aussi. Certains, toujours les mêmes, tentent d'argumenter que c'est affaire de nuances, qu'il faut différencier « patriotes » et « nationalistes », « croyants » et « intégristes ». Comme si les uns et les autres n'alimentaient pas les mêmes contradictions. Brassens chantait : « les imbéciles heureux qui sont nés quelque part... » ; ces imbéciles tentent aujourd'hui de

justifier l'injustifiable. On ne peut, sans sombrer dans l'erreur, faire l'apologie d'une nation ou d'une croyance sans faire le lit de ses succédanés : le facisme et l'intégrisme. L'histoire de ce siècle en est riche d'exemples. Hitler était nationaliste, Staline également, on a vu les résultats. Le Pen prend le relais, on voit où cela risque de nous mener. Quant aux religions, ce n'est pas abus de langage quand on crie aux « querelles de chapelles », et là aussi l'histoire est dramatiquement riche d'exemples.

La question qui mérite un intérêt serait plutôt : comment faire pour éviter ces égarements ? Comment en finir avec le religieux, le pouvoir et le racisme ? Peu de gens s'en occupent, mis à part les anarchistes, cela nous le savons !

Mais vraiment, comment peut-on être aussi incurable ?

Il est vrai, l'ignorance est aussi quelque chose d'assez bien partagée dans ce monde, mais quand

même ! Ouvrez les yeux, fermez la télé !...

Allons-nous repartir dans dix ans pour un deuxième millénaire de bêtise et d'atrocités, ou bien nous décider à combattre tous ces curetons, étatistes autoritaires de tous poils, qui nous empoisonnent la vie ?

C'est vrai, c'est tellement facile de jouer les fachos et de croire en Dieu. Cela donne à quelques-uns l'impression d'exister. Pourtant, il serait si simple de comprendre que cette attitude est trompeuse, qu'elle n'engendre rien de bon.

Il faut penser le monde autrement. Ce n'est pas très compliqué, et en plus on ferait beaucoup d'économies.

Cela encore, les anarchistes le pensent, et nous le pensons depuis bien longtemps. Il serait temps de nous écouter et/ou de nous faire entendre.

Alain BECILE



## En bref...

• **DÉBAT SOLIDARITÉ :**  
Pour plus d'informations et pour suivre les actions de solidarité avec Jean-Philippe Casabonne, venez débattre après la manifestation parisienne, samedi 3 février à 20 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-20<sup>e</sup> (m° Alexandre-Dumas), avec des membres de l'Association des amis de Jean-Philippe Casabonne de Pau, des organisations et associations soutenant sa demande de libération immédiate.

• **ANTINUCLÉAIRE :**  
A la suite des incidents multiples qui se sont produits dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, le comité Stop Nogent et Provisins Ecologie présenteront un dossier sur les informations qu'ils ont actuellement recueillies le jeudi 1<sup>er</sup> février, à 11 h, à l'AEP, 46, rue de Vaugirard, Paris-6<sup>e</sup> (m° Odéon).

• **EXPOSÉ :**  
Le vendredi 9 janvier, à partir de 19 h 30, au 33, rue des Vignoles, Paris-20<sup>e</sup> (m° Alexandre-Dumas), René Bianco du CIRA de Marseille vous exposera l'histoire, les buts, les perspectives du Centre international de recherches sur l'anarchisme. Cet exposé sera suivi d'un débat en présence de Rolf Dupuis et Armand Vuillet, correspondants du CIRA à Paris et d'une exposition des publications du CIRA et de documents sur l'histoire de l'anarchisme.  
Participation aux frais : 10 F.

• **COMITÉ DES MAL-LOGÉS :**  
L'association culturelle libertaire « La Commune » communique que le Comité des mal-logés abrité en son sein tient sa permanence hebdomadaire le samedi de 17 h à 19 h, au 4 bis, rue Porte Neuve, 06130 Grasse.

• **« SOUS LA PLAGE, LES PAVÉS »**  
Le numéro 1 (publié en janvier) de la revue du MAI est disponible au prix de 2 F à l'adresse suivante :  
MAI, BP 273,  
38407 Saint-Martin d'Hères cedex.

## Une marche pour Casabonne

Du 24 janvier au 3 février 1990, une marche-caravane va sillonner la France de Pau à Paris, pour exiger la libération immédiate et sans condition de Jean-Philippe Casabonne.

Depuis deux ans et demi, cet étudiant-surveillant, originaire de Pau, est en prison en Espagne. Après une procédure judiciaire devant un Tribunal exceptionnel où les droits de la défense n'ont pas été respectés, il a été condamné à six ans de prison. L'accusation de « collaboration avec bande armée » ne repose que sur un dossier vide de toute preuve.

Jean-Philippe Casabonne, qui clame son innocence, est régulièrement soumis à des brimades et subit un régime carcéral particulièrement brutal.

Les organisations, associations, syndicats et personnalités signalaires soutiennent cette marche-caravane et appellent à faire de son accueil à Paris un grand moment dans la mobilisation pour la libération de Jean-Philippe Casabonne.

**RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION SAMEDI 3 FEV. 1990 A 13 h - TOUR EIFFEL**

La manifestation part à 14 h 30.

La Fédération anarchiste soutient cette manifestation et vous appelle à y venir nombreux.

## CETTE APPENDICITE S'EST FINALEMENT BIEN PASSEE !



## GREVE DANS LES HOPITAUX

GOURDON

## CONFLIT DES INTERNES ET DES CHEFS DE CLINIQUES

## La médecine libérale prend l'hôpital en otage

**V**OILÀ plus de quinze jours que les internes et les chefs de clinique sont en grève : grève des soins qui s'est durcie en grève des urgences, puis grève totale des soins avec reprise de l'activité médicale aux urgences. Le conflit dure sans qu'il soit possible de savoir comment les internes et chefs de clinique pourraient avoir satisfaction sur leurs revendications.

En effet, même si Evin fut diligent à les recevoir et si Derlin accepta de rouvrir les négociations entre la CNAM et les syndicats de médecins libéraux, il n'en reste pas moins vrai que ce double niveau de revendications complique la situation.

C'est à l'hôpital public que les médecins font grève, paralysant l'activité médicale, pour des revendications qui portent sur leur installation et sur leur exercice en médecine libérale.

Certes, leurs salaires sont insuffisants, mais ceux de leurs collègues non médecins le sont aussi, que ce soient les infirmières, les administratifs ou les ouvriers d'entretien ; et c'est bien une revalorisation générale qu'il faudrait pour l'ensemble des catégories hospitalières. Mais ne demandent-ils pas l'accès libre au secteur II, le secteur à honoraires libres ? Quant à Paris et dans de nombreux départements, il devient difficile de se faire soigner par un spécialiste en secteur I, une grève sur ce mot d'ordre d'extension du secteur II ne peut être populaire, en dehors même de la grève des soins et des urgences à l'hôpital, parmi la population. Ouvert en 1980 par Derlin, président de la CNAM et responsable de la CGT-Force ouvrière, le secteur II s'est étendu, participant largement au développement de la médecine à deux vitesses : ceux qui ont les moyens peuvent se permettre des dépassements de 100 F ou plus, mais les autres ? Les chiffres sont là pour le prouver : « La consommation médicale des groupes les moins favorisés socialement est inférieure à celle des groupes les plus favorisés » (1). Ainsi, en 1980, les cadres

supérieurs avaient-ils une consommation supérieure de 21% à la consommation moyenne.

Il est vrai que l'exercice libéral apparaît attractif, compte-tenu des salaires du secteur public et des conditions de travail et de fonctionnement de l'hôpital, et que cette fuite vers la médecine à fric ne peut être freinée que par une réorganisation en profondeur de la santé publique. Mais là n'est pas le problème soulevé et leur interlocuteur direct ne peut être Evin.

Quant à la CNAM qui rouvre les négociations, sans trop se boucler, avec les syndicats de médecins libéraux, praticiens déjà installés et ayant pu alors choisir leur secteur, elle ne peut résoudre seule l'afflux des jeunes diplômés vers la médecine libérale et ne peut ouvrir trop grande la manne des honoraires libres sans risquer de faire réagir les organisations syndicales, mais surtout les mutuelles. Aussi ne propose-t-elle l'accès au secteur II qu'aux seuls chefs de clinique, sans remettre en cause ce secteur, répondant simplement aux revendications de ces médecins sans qu'il en coûte un sou à la Sécurité sociale.

Pour le moment, le conflit est dans l'impasse. Aussi, l'action s'est transformée : suspension « momentanée » de la grève des gardes (c'est-à-dire des urgences), durcissement de la grève des soins, manifestation samedi 27 au côté de la coordination nationale des médecins libéraux (2) et manifestation nationale lundi 29, jour de la reprise des négociations de la convention médicale à la CNAM.

Alors, oui, les internes et les chefs de clinique pensent faire grève. Mais si c'est à l'hôpital, ce devrait être avec leurs collègues non médecins, sur l'ensemble des revendications des hospitaliers et pour une santé de qualité, accessible à tous.

H'

Le Monde, du 9 janvier 1990, selon un rapport publié par le Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la Santé (CREDES).

(2) Coordination qui annonce regrouper 15 000 médecins.

## LES SEPT DE LEZENNES

## Répression contre le SUD

**L**A décision de l'administration, quant aux sanctions s'appliquant à l'encontre de sept militants syndicaux (adhérents à la fédération SUD) du centre de tri de Lille-Lézennes, est toujours attendue (1).

En effet, le ministre des PTT, s'il a opéré un recul « tactique », n'en est pas moins déterminé à sanctionner la participation à un conflit de travail, à sanctionner des militants syndicaux qui n'ont fait que jouer leur rôle. Le ministre a annoncé la demande de traduction en conseil de discipline des sept militants : les révocations, annoncées au matin du 1<sup>er</sup> décembre 1989, se transformant en exclusions temporaires et en changements d'office d'affectation. Le ministre maintient la plus grande fermeté.

Suite à la pétition, déjà largement signée (2), lancée par la fédération SUD ; après le meeting à Lille, le 13 janvier 1990, où furent rendues publiques les conclusions du rapport réalisé par la Ligue des droits de l'homme, un comité de soutien national s'est constitué le jeudi 25 janvier sur l'animation de Gilles Perrault, regroupant ainsi les différents signataires pour aboutir à ce que le ministre des PTT arrête une procédure disciplinaire et qu'aucune sanction ne soit prise.

Une manifestation a ainsi été décidée pour le 6 février et jusque là cartes (soutien financier : 5 F) et pétitions doivent massivement être signées, les premières envoyées au ministère, les secondes à la fédération SUD.

Aucun syndicaliste, aucun travailleur ne peut rester insensible à cette solidarité, car si les sanctions s'appliquent, qu'en sera-t-il de tout mouvement de grève à l'avenir ? Ne serait-ce par la porte ouverte, pour l'administration et les patrons, à la sanction systématique pour tout conflit de travail ?

L.N.  
(gr. Pierre-Besnard)

(1) Se reporter au Monde libertaire n° 770 sur les raisons du conflit et sur les péripéties de la nuit du 30 novembre 1989.

(2) La pétition est parue dans le Monde libertaire n° 772.

## GREVE BNP

## La « tâche d'huile » devient marée noire

**S**UITE aux négociations qui se sont tenues les 19 et 20 janvier, les propositions de la direction ont été les suivantes : + 10 points soit 137 F, et pour le paiement des jours de grève un abattement de 20% soit une retenue à 80% ! Ce à quoi le personnel a répondu : « Cause toujours, nous continuons ». En effet, les revendications des salariés sont toujours les mêmes : 6 500 F à l'embauche ; 1 500 F pour tous ; garantie de l'emploi et paiement des jours de grève. Statu quo donc. Il est à préciser que ces pseudo-propositions étaient soumises à une condition : la reprise du travail.

Mercredi 24 janvier, une importante manifestation rassemblant plus de 8 000 personnes a défilé, en passant devant l'Association Française des Banques (l'AFB), l'organisme patronal, jusqu'au siège social de la BNP, situé à Paris, boulevard des Italiens.

Le jeudi 25, des actions furent organisées sur les agences parisiennes, afin de ne laisser aucune clientèle y entrer. Événement marquant : le directeur de l'agence Saint-Lazare-Hausmann, indépendamment de sa volonté, aida les grévistes, car il ferma lui-même les portes de son agence !

Le vendredi 26, nouvelle manifestation en direction du siège social pour réclamer de nouvelles négociations où les syndicats CFDT, FO, CFTC, SNB (l'inter-syndicale) brillèrent par leur

absence. Les grévistes ont occupé le siège social empêchant ainsi toute entrée et toute sortie. M. Lapomme, le directeur du personnel, accepta de recevoir la CGT, accompagnée de quatre grévistes membres du comité de grève (centraux et agences). Par cette démarche, M. Lapomme espérait que les portes soient libérées. Lorsqu'il sut que ce n'était pas le cas, il leva la séance en demandant aux occupants d'évacuer les portes. Il est bien évident que M. Lapomme n'avait rien à proposer... de plus.

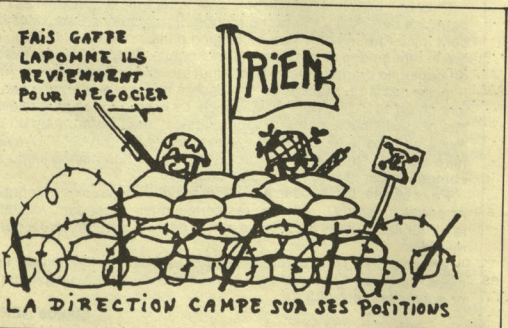
Après plusieurs semaines, la province reste mobilisée. A Marseille, il y a 80% de grévistes et leur centre administratif est occupé. Idem pour Dinan. Dans toutes les grandes villes, les guichets de la BNP sont fermés.

A Paris, tous les jours, des assemblées générales se réunissent au centre administratif de Barbès, situé dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Mardi et mercredi, « La Tache d'Huile » (1) devenait une marée noire !

« Le droit qu'ont les citoyens de s'assembler où il leur plaît et quand il leur plaît, pour s'occuper de la chose publique, est inhérent à tout peuple libre ; sans ce droit sacré, l'Etat est dissout, la Nation n'existe plus. » (Marat).

Les grévistes de la BNP

(1) « Tache d'Huile » est aussi le nom du journal diffusé quotidiennement par les grévistes.





## Montfermeil, hélas !

**C'**EST toujours l'impasse à Montfermeil où le Maire, Pierre Bernard, a coupé toutes fournitures aux deux écoles maternelles accueillant des enfants d'immigrés. Malgré les manifestations, rassemblements et interventions ministérielles ou encore médiatiques (cf. la rencontre Bernard-Bartolone, député PS, sur *La Cinq* la semaine dernière), rien n'est réglé. Le premier magistrat de la ville s'acharne : draps, matériel d'entretien, cantines, sont toujours interdits dans les écoles. Le préfet se substitue donc toujours à l'administration locale pour assurer le bon fonctionnement de celles-ci.

Le collectif « Ecole-Immigration » (1) ne désespère pas pour autant. Seule une condamnation pénale pourra mettre fin à ces délits racistes. Pierre Bernard serait ainsi privé de ses droits civiques et ne pourrait plus exercer son mandat de maire. C'est ce qu'espèrent les militants du collectif.

Pour l'heure, du côté des familles immigrées, c'est un peu l'inquiétude. Les pressions exercées sur elles s'accroissent. Elles hésitent à poursuivre les démarches administratives et ont très peur des conséquences sur leurs proches. En effet, la mairie menacerait de faire intervenir « sa milice » dans la cité des Bosquets, celle où se trouvent ces deux maternelles.

M. Bernard a fait de cette campagne anti-immigrés une priorité. Fer de lance de l'association France-Debout, il semble décidé à en finir avec tout ce qui n'est pas blanc et bien français. Et le pire, c'est que la population soutient. Hélas ! le racisme a encore de beaux jours devant lui !...

AD.

(1) Le collectif Ecole-Immigration est composé du SGEN-CFDT 93, de l'ASTI, du CRC Santé, de SOS-Racisme.

## PAU

### La MJC en péril

**A**U nom de la sacro-sainte rigueur budgétaire, M. Labarrère, maire PS de Pau, a décidé en juillet 1989 de supprimer la subvention annuelle de 800 000 F allouée à la MJC Cadier-Le Périscope, un haut-lieu de la vie culturelle locale et un foyer du mouvement associatif paillais.

En janvier 1990, rendant effective la menace, la municipalité est allée jusqu'à couper l'électricité à la MJC et à cadenasser les salles d'activités.

Devant cette politique intransigeante, visant à faire de la cité une sorte de désert culturel et par là même, peut-on penser, à briser le mouvement associatif à plus ou moins longue échéance, les usagers de la MJC et du cinéma attendant : Le Périscope, ont constitué un comité de défense visant à la sauvegarde de leur patrimoine, refusant ainsi l'arbitraire des édiles et réclamant avec force le rétablissement de la subvention pour que subsiste une MJC en centre-ville qui soit un véritable havre culturel à la portée de tous.

Conscients des difficultés qui les attendent dans leur lutte, les membres du comité de soutien à la MJC en appellent à l'aide, en développant l'aspect d'une solidarité financière qui peut se concrétiser par l'achat de bons de soutien de 50 F ou 100 F. Ces bons sont à commander à : « Soutien Cadier-Périscope, 8, rue de l'Edit de Nantes, 64000 Pau » (les chèques sont à libeller au nom du comité de soutien).

Par ailleurs, les personnes intéressées, résidant dans la région paillaise, peuvent s'investir au côté des membres de la MJC en vue de mener des actions sur le terrain.

Malgré les difficultés que connaissent certaines municipalités en matière de gestion, il est déplacé de penser faire des économies en « taillant » dans le budget de la culture. Aujourd'hui on s'attaque au domaine culturel et demain à quoi ?... aux écoles, à l'aide sociale, etc.

Pau, à l'image de tant de villes de garnisons, deviendra-t-elle un lieu où seuls les bistrotiers abritent les bidasses auront le droit de cité ? Espérons que non !

Claude NEPPER  
(article rédigé à partir d'un communiqué de la liaison FA Pau)

## MALIK OUSSEKINE L'Etat se juge..., l'Etat se blanchit !

**« D**EUX ans pour Garcia, cinq ans pour Schmidt », telle était la première information donnée samedi soir sur le procès des deux voltigeurs « impliqués » dans la mort du jeune étudiant en 1986. Les médias présentaient l'affaire conjointement avec les remous politico-meurtriers qui agitent en ce moment le secteur hospitalier de Marseille. Aimable rapprochement... Quoi de comparable avec la violence commandée par des responsables policiers pour faire respecter l'ordre républicain ?

Il aura fallu plus de trois ans pour que la responsabilité des deux hommes dans la mort d'un innocent soit reconnue. Trois ans pendant lesquels ils n'ont été nullement inquiétés (la préventive n'existe pas pour les représentants de la force publique).

Pendant les audiences du procès, on a assisté à un festival de

dépôts aussi lamentables qu'incohérents... Normal puisque le peloton des « voltigeurs motoportés » qui officieront à Paris autour du 6 décembre 86 avait été reconstitué au grand complet devant la cour d'Assises de Paris.

« Plus jamais ça », a-t-il été dit à l'île de la Cité. Mais ne laissons pas de côté que les structures qui ont amené à la mort de Malik Oussekinne sont toujours là.

On condamne des Garcia et des Schmidt, mais les hommes du peloton de voltigeurs reçoivent à chacune de leurs interventions (une cinquantaine depuis 1969) un communiqué de félicitations du ministère de l'Intérieur...

La focalisation des médias sur les détails « cliniques » de la mort de Malik a mis de côté la mise en question de ces « brigades d'intervention » mises en place par le pouvoir après mai 68, spéciale-

ment pour les manifestations étudiantes.

Le verdict final donné par les jurés sera à la une du *Journal du Dimanche* : « Oussekinne: deux sur six ». Les voltigeurs n'iront pas en prison... Ils ont des peines avec sursis et les circonstances atténuantes !

A la Courneuve ou aux Minguettes les jeunes délinquants ne bénéficient pas d'autant de magnanimité.

Le mérite de ce procès aura été de laver en partie l'affront fait à la famille de Malik et à ses camarades solidaires des manifestations étudiantes de l'hiver 86. Mais pour le reste...

Le verdict insoutenable de passer l'éponge sur les exactions policières, l'ordre, la raison d'Etat l'ont emporté...

Il y aura d'autres voltigeurs, et cela, on n'en a pas beaucoup parlé dans les gazettes.

Alexis PIERRE

## Mais où sont passés les chômeurs ?

**P**ANIQUE dans les instituts de sondage : cinq cent mille chômeurs sont dans la nature. Cinq cent mille personnes ne chôment plus, mais ne se trouvent pas non plus dans des emplois fixes et déclarés.

Ni chômeurs, ni travailleurs, que sont ces êtres hybrides ? Ils doivent bien très prosaïquement trouver des moyens de survivre : manger, se loger, se vêtir. En tout cas, ils existent, la mortalité n'ayant pas augmenté dans les mêmes proportions. Grâce à un nouveau verbiage, les sociologues en ont retrouvé une partie : les « chômeurs découragés ». Ceux-là, après des années d'ANPE, abandonnent l'hypothétique recherche d'emplois. Ils sont 170 000. Restent 350 000 hors des statistiques. Et l'on sait que les analystes de l'emploi ne sont pas du genre désordonnés ; ils ont tendance à multiplier les catégories afin de tracer des courbes rassurantes.

Mais, en dépit de leur bonne volonté, ils ne peuvent faire apparaître ces centaines de mille-là. Ils sont bel et bien perdus dans le labyrinthe des petits boulots où ils se rajoutent à d'autres centaines de

mille qui errent déjà dans la précarité. Encore, il ne s'agit que de chiffres officiels, c'est-à-dire de gens repérés par les services sociaux. Combien sont-ils de plus dans la réalité ?

### Une société à multi-vitesses

Petits boulots, quelques heures à droite, à gauche, intérim, temps partiel, embauche à durée déterminée, travail au noir, salaires au lance-pierre, conditions de travail bricolées... En d'autres mots : débrouille pour survivre.

Voilà le paysage de la « reprise économique » où rataugent les chômeurs perdus. La crise est finie, proclament économistes et politiques, mais à quel prix humain ?

Progression des petits emplois, des temps partiels, des statuts provisoires (TUC, SIVP). La « reprise » creuse les fossés. Il n'y a plus de sécurité, mais la concurrence pour les postes de pointe rémunérateurs et la débrouille pour les autres.

Les statuts, les classes sociales, les métiers même se diluent dans cette situation où professions et emplois évoluent au gré des mutations tech-

niques et surtout des fluctuations boursières.

Les frontières du salariat et du chômage deviennent floues. Il n'y a plus de démarcations nettes entre la possibilité du « toit » et du « beefsteak » et le bricolage.

Du jour au lendemain, la situation de chacun peut basculer. Les anciennes bornes disparaissent. Elles servaient de points de repères entre la marginalité, la classe ouvrière, la maîtrise et le patronat. Il devient de plus en plus difficile de penser en termes de lutte de classes. Pourtant les inégalités se font plus criantes et la lutte pour la survie plus âpre. Le combat entre les décideurs du système et ceux qui n'ont pas grand-chose gagne de l'acuité. Mais les règles du jeu sont viciées. D'un côté les structures complexes d'entreprises qui bougent, font faillite ou transforment leurs activités. De l'autre des masses de gens aux compétences diverses qui ont tout simplement besoin de vivre.

Affirmer que le capitalisme se nourrit de la précarité est un lieu commun éculé, mais combien réel. N'en déplaise aux rêveurs de consensus, la guerre sociale ne disparaît pas avec la déroute du

marxisme. Elle devient moins idéologique, mais plus brûlante. L'enjeu en est à la fois la survie quotidienne et l'avenir.

La société qui se met en place est celle de l'aléatoire pour chacun. Elle est aussi celle d'une économie emballée, plus liée à la production de devises que de biens.

Il serait temps de s'interroger sur la restructuration de l'économie, cette fameuse mutation. Les dysfonctionnements sociaux d'aujourd'hui, avec leur cortège d'inquiétude et de « galères », sont les prémices de crises plus graves. Si le système ne parvient pas à freiner sa propre logique, demain ne chantera pour personne.

Quelle sera la date et la nature de la prochaine crise ? Dans deux ans ? Dans dix ? Technologique ? Nul ne le prédit, surtout pas les « décideurs ». Par contre, les victimes seront toujours les mêmes et les statisticiens chercheront peut-être des millions « d'actifs » perdus entre chômage et emplois.

Il est vraiment urgent de reprendre nos affaires en main.

Olivier  
(Cercle anarchiste F. Rabelais)



### Union Régionale Rhône-Alpes de la FA SOLIDARITÉ POLOGNE

Lors de la tournée sur les pays de l'Est qui s'est déroulée fin novembre, début décembre en région Rhône-Alpes, le représentant en France de la Fédération des groupes anarchistes de Pologne (ex-Interville anarchiste) nous a fait part du souhait de ses camarades d'être dotés de matériel (machines à écrire, roméos, etc.) et en moyens financiers en vue de développer la propagande libertaire. En conséquence, l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA s'est proposée de récolter des dons en nature et en espèces. Ceux-ci sont à envoyer à l'association « Contre-Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

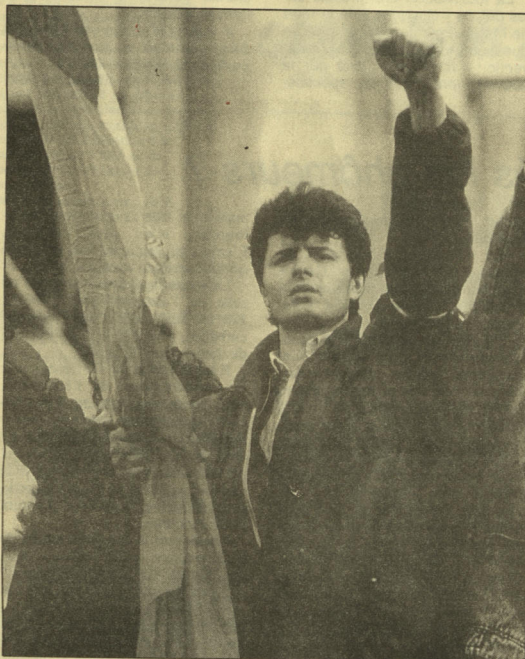


## Un Thermidor à la roumaine...

Dans notre précédent numéro (« Monde libertaire » du 18 janvier 1990), Claude Karnoouh avait développé une lecture des événements roumains en termes de complot qui s'opposait à la vulgate médiatique du moment : la révolution populaire. A présent de nombreux articles publiés par la presse française et internationale, et plus particulièrement deux textes du « Nouvel Observateur » (1) confirment cette lecture et permettent de mesurer l'ampleur du complot au point qu'on peut parler d'un véritable Thermidor.

Si la publication dans le *Nouvel Observateur* des minutes de la réunion tenue au cours de la soirée du dimanche 17 décembre 1989 par le Bureau exécutif du Comité central (la veille du départ de Ceausescu à Téhéran) se révèle un document authentique,

des victimes tout en montrant que le changement de régime ne s'est pas déroulé sans perte. En bref si l'on devait compter 4 800 morts à Timisoara, il faudrait alors y ajouter au moins vingt-cinq à trente mille blessés ! Il n'y aurait plus été question de révolte populaire,



nul ne peut échapper à l'interprétation des événements comme l'écume d'un coup d'Etat un peu chaotique. En effet, ces lignes nous apprennent que le chef de l'Etat et du parti accuse violemment le ministre de l'Intérieur (Postelnicu), le ministre de la Défense (le général Milea qui sera exécuté dans la nuit du jeudi au vendredi 22 décembre) et le commandant en chef de la Sécurité (le général Vlad) de n'avoir pas appliqué ses ordres pour répondre à la situation de Timisoara ; plus précisément Ceausescu les tance pour n'avoir pas concentré les soldats de l'Armée et de la Sécurité au centre de la ville et n'y avoir laissé que quelques détachements armés de matraques ou d'armes à feu sans cartouche. Dès lors les massacres du dimanche 17 décembre ressembleraient à un remarquable montage médiatique orchestré par les agences de presse et les stations de radios yougoslave, hongroise et soviétique (les premières à envoyer des dépêches alarmantes). Dès lors les corps montrés sur tous les écrans de télévision du monde ou sur les photos des magazines n'étaient que de pauvres dépouilles autopsiées et de vieux cadavres déterrés de la fosse commune d'un hôpital et savamment mis en scène sur des toiles blanches (2). Il faut aussi rappeler les déclarations de B. Kouchner et celles des responsables d'organisations humanitaires qui ont révisé fort à la baisse le nombre

mais de guerre civile entre des factions militaires usant d'artillerie lourde et de forces aériennes. Il n'en fut rien. Les 22 et 23 décembre 1989, les dépêches de l'agence Tass signalaient des combats à l'arme lourde dans Brasov : lorsque le journaliste du *Monde* y arrive, il dénombre 61 morts (civils, soldats et sécuristes) et 120 blessés ; à Cluj on compte 20 morts, personne à Iasi (capitale de la Moldavie), Tirgu Mures (capitale de la région hongroise), Ploiesti et Pitesti, les deux grandes villes industrielles proches de Bucarest. A Bucarest personne n'a vu sur les écrans de télévision les fameux prétoires du régime et leur surarmement ; en revanche on a deviné quelques francs-tireurs isolés lâchant de temps à autres quelques balles et vu des soldats, des miliciens, des civils bien entraînés (?) cracher un déluge de feu ; pendant ce temps, les gens vauquaient à leurs emplettes ou regardaient les tirs comme les spectateurs d'une fête foraine. En deux jours, un régime omnipotent, soutenu et protégé par une troupe nombreuse de Prétoires et une police féroce, s'écroulait comme un château de cartes ! Ce n'est pas en démonologisant l'ère de Ceausescu que l'on pourra un jour comprendre.

D'autres faisceaux d'éléments orientent la réflexion vers le coup d'Etat. Ainsi le film de l'une des toutes premières réunions du Conseil de salut national montre, autour de son chef Iliescu et du

Premier ministre P. Roman, le général Ardeleanu (chef des troupes antiterroristes de la Sécurité) et l'ingénieur Voicu (ingénieur de la Sécurité chargé de la maintenance des bâtiments et des souterrains du comité central et du palais présidentiel). Mais ce qui apparaît comme l'un des indices le plus parlant doit être cherché dans la fuite solitaire du chef de l'Etat et de son épouse. En effet s'il y avait eu une guerre civile entre une fraction de l'armée et de la population en arme et la Sécurité, le chef de l'Etat ne se serait pas enfui abandonné de tous dans un hélicoptère de l'armée de l'air (et non dans un appareil de la Sécurité) pour atterrir à 40 kilomètres de Bucarest et se faire immédiatement arrêter. La guerre civile nous aurait montré des choses terribles semblables à la prise de Panama City par les parachutistes américains ou aux bombardements de Beyrouth. Rien de cela. Enfin et sans prétendre à l'exhaustivité, il faut insister sur la chronologie de la journée du vendredi 22 décembre 1989 qui scelle la chute de Ceausescu. A dix heures et demie, le chef de l'Etat s'enfuit et un quart d'heure plus tard P. Roman, accompagné d'un groupe d'étudiants, pénètre dans le bâtiment du comité central considéré à Bucarest comme l'une des forteresses du parti et de la Sécurité. Pendant ce temps, Iliescu arrivait dans l'immeuble de la radio-télévision où le poète Mihai Dinescu annonçait la chute et le départ du « tyran ». Etrange synchronisation pour une guerre civile ? Plus encore, les dissidents qui aujourd'hui appartiennent au Conseil de salut national (qu'ils soient d'anciens dirigeants communistes ou des intellectuels) étaient soumis à une surveillance permanente de la Sécurité ; jours et nuits des policiers en civils équipés de talky-walky se relayaient devant leur domicile, en interdisaient l'accès aux visiteurs et les accompagnaient pendant leurs moindres déplacements. Si une véritable guerre civile s'était déclarée, alors nul ne peut comprendre pourquoi les dissidents n'eussent pas été exécutés, à la fois par vengeance et pour mettre en difficultés le futur pouvoir en supprimant ses élites politiques et culturelles désignées. Or, comme par enchantement, dès l'annonce de la chute de Ceausescu, les policiers de la Sécurité qui gardent les dissidents, disparaissent, souvent à la plus grande surprise de leurs prisonniers. L'interview du pasteur Tokes (3) et de Dan Petrescu (4) sont exemplaires ; dès l'annonce de la chute du chef de l'Etat à la radio, ils s'attendaient à être immédiatement exécutés.

Le débat sur l'antériorité du Conseil de salut national offre un nouvel indice dont la pertinence a été sous-évaluée par la presse occidentale, même si les autorités roumaines s'acharnent à proclamer sa création spontanée ! Pourtant c'est une connaissance précise de cette antériorité qui permettra de tirer des enseignements sur la mise en place du coup d'Etat et sur la pertinence de la relation entre la réélection triomphale de Ceausescu lors du XIV<sup>e</sup> congrès du PCR (tenu les 22-23 novembre 1989) et l'effondrement du régime un mois plus tard. Dans sa livraison du 22 septembre 1989 la revue de l'émigration roumaine en France : *Lupta (Le Combat)* publiait un placet intitulé *Le peuple roumain se trouve en état de grève générale*, et signé d'un certain *Front de salut national* (5) (1) qui, un mois auparavant, avait été lu sur les ondes de la station Radio



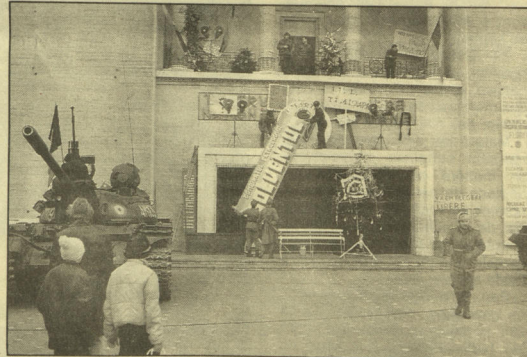
Europe libre de Munich, dont le rôle propagandiste pro-américain n'est plus à démontrer. Le texte proposait les arguments d'une critique de la situation roumaine dans l'esprit d'un communisme réformiste fustigeant la dérive hypernationaliste, l'isolationnisme et l'impéritie de la gestion économique et sociale du pays. En conclusion, ce placet déplorait la faiblesse de la résistance populaire roumaine, son atomisation, son inorganisation en une sorte de grève implicite.

On le voit, confronté à la faiblesse du mouvement social, le changement exigeait un complot qui, pour réussir au moindre coût, devait impliquer un réseau de complicités s'étendant jusqu'aux plus hautes instances de l'Etat, de l'Armée et de la Sécurité. A preuve l'origine politique des figures de proue du Conseil de salut national. Tous ces hommes ont plus ou moins participé au pouvoir de l'ère Ceausescu. Certes I. Iliescu s'est mis sur la touche dès 1971, mais Brucan (ancien ambassadeur aux Etats-Unis et à l'ONU), Celac (ancien diplomate aux Etats-Unis), Maziliu (ancien représentant de l'ONU), Militaru (ancien colonel de la Sécurité condamné à mort en 1980 pour espionnage et sauvé par les Soviétiques), Roman (fils de l'un des fondateurs de la Sécurité en 1948), ont abandonné le navire très tardivement. Tous ces hommes ont accordé crédit et participé à la mise en œuvre du programme du Parti communiste roumain depuis 1965 et poursuivi jusqu'en décembre 1989 : industrialisation et urbanisation forcées, autosuffisance nationale, identité nationale valorisée jusqu'à la caricature des mythes ethnographiques et historiques.

Entre 1964 et 1975 ce programme rencontre succès et légitimité populaire surtout après que

Ceausescu proclame, à la fin du mois d'août 1968, le refus de la Roumanie de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie aux côtés des armées du Pacte de Varsovie. Cette décision entraîna de très nombreuses élites nationalistes libérées de prison en 1962 à accorder leur confiance à Ceausescu, et motiva beaucoup de jeunes intellectuels à demander leur adhésion au parti. Mais plus encore cette volonté d'indépendance, appréciée par les pays occidentaux, permettait de recréer une véritable union nationale qui avait été un temps brisée par le communisme pro-soviétique de Gheorghiu Dej (mort en 1964). Du côté des intellectuels, l'accord sur ce programme durera jusqu'aux années 1972-1973, lorsque le parti fit savoir que l'indépendance de la politique étrangère ne saurait favoriser l'autonomie d'un quelconque groupe social qui pourrait échapper à l'emprise du parti. C'est l'expulsion de l'écrivain Paul Goma (signataire de la Charte 77) qui marque le divorce entre ces intérêts inconciliables ; mais les dissidents intellectuels n'ont été jamais que des individus solitaires sans soutien populaire. Aussi entre 1964 et le second choc pétrolier à la fin des années 1970, les abondants crédits occidentaux permettaient-ils l'industrialisation et la sous-traitance tout en maintenant une promotion sociale et un niveau de vie encore acceptable par une population naguère très pauvre. C'est au moment où le poids de la dette devient économiquement très lourd à supporter et sert à peser sur la politique intérieure que le gouvernement de Ceausescu décide de la rembourser afin de préserver l'indépendance au prix de restrictions draconiennes qui entraînent une paupérisation absolue de toute la population, y compris les mem-

(suite page 7)



Timisoara : sur la place centrale, l'armée enlève les banderoles et pancartes installées sur la façade du théâtre par les insurgés.

Photo : GAEL/Clermont-Ferrand



## Un Thermidor à la roumaine (suite)

bres du parti communiste (environ 3,8 millions de membres). Pourtant les grandes grèves ouvrières, celle des mineurs de la vallée de Jiu en 1977 et celle des ouvriers de Brasov en 1987, n'ont jamais été réprimées par les armes à feu. Après le sacage des bâtiments du parti communiste, les ouvriers se confrontaient avec des forces de l'ordre armées de matraques et de canons à eau. Le pouvoir arrêtait quelques meneurs ou prétendus tels (on affirme, sans preuves formelles, que certains disparurent), démissionnait les responsables locaux du parti et parfois un ministre, approvisionnait les magasins et la situation retrouvait son ambiguïté initiale. C'est pourquoi la situation de Timisoara surprend, car il semble bien qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation ouvrière, mais de quelque chose de plus incertain, voire de préorganisé. Sur ce point, les conclusions de certains journalistes occidentaux et les remarques de Ceausescu faites aux membres du Bureau exécutif du parti responsable du maintien de l'ordre s'accordent. Après enquête, les premiers croyaient pouvoir affirmer que de petits groupes de provocateurs saccageaient les bâtiments du parti, des magasins (vides par ailleurs) et s'attaquaient à des soldats et des officiers de l'armée. Lors de son pseudo-procès, Ceausescu ne fit que réitérer à l'encontre de ses accusateurs l'affirmation d'une provocation.

Toutes les informations venues de journaux, de droite comme de gauche, s'accordent pour souligner l'absence de la classe ouvrière comme telle dans les manifestations qui ont précédé et suivi la chute du régime Ceausescu. Les plus engagés dans l'agitation populaire ont été les étudiants, peu nombreux en Roumanie en raison des concours exigés pour entrer à l'Université.

Maintenant il convient de s'interroger sur le triomphe apparent de Ceausescu lors du XIV<sup>e</sup> congrès du PCR. On connaît l'organisation de ces congrès unanimistes où tout est réglé par avance, cependant des informations recueillies en Hongrie au mois d'octobre 1989 laissent filtrer une certaine nervosité de la base lors des réunions préparatoires. On disait encore dans les milieux informés de Budapest que des militants de certaines cellules d'entreprise s'étaient opposés à la réélection de Ceausescu au poste de secrétaire général du parti. Enfin, depuis quelques mois, les milieux intellectuels de Bucarest donnaient I. Ilescu comme successeur de Ceausescu. Mais rien n'apparut pendant les séances plénières. Le congrès mettait l'accent sur l'indépendance roumaine obtenue grâce au paiement de la dette et aux sacrifices nécessaires pour « défendre et renforcer les conquêtes du socialisme ». Pendant ce temps, le monde politique européen, d'Est en Ouest, s'accordait à fustiger cette politique de rationnement drastique, d'urbanisation destructrice et de contrôle policier permanent. Toutefois le télégramme de félicitations envoyé par Gorbatchev lors de l'ouverture ressemblait plus à une injonction au changement (insultante pour Ceausescu) qu'à un message de solidarité entre chefs communistes. La réponse lui fut donnée lors du discours de clôture, lorsque Ceausescu rappela très fermement que le pacte germano-soviétique récemment dénoncé par le pouvoir soviétique pour ce qui concernait la Pologne et les pays baltes, avait omis de mentionner l'injustice commise

envers la Bessarabie (la Moldavie soviétique) et la Bukovine du nord arrachées à la Grande Roumanie de l'entre-deux-guerres. Le secrétaire du parti roumain usait d'arguments nationalistes qui ont jusqu'à présent rassemblé une majorité de la population autour du pouvoir roumain. Or, de nombreux indices montrent que les membres les plus éminents du Conseil de salut national entretenaient des relations étroites avec les Soviétiques, mais aussi avec les Américains, ce qui, après la rencontre de Malte, n'est pas sans signification. Ainsi I. Ilescu, le numéro 1, est-il présenté comme un ami de longue date de Gorbatchev ; Brucan, le numéro 2 du conseil, était en voyage d'étude « scientifique » à Moscou au mois d'octobre 1989 ; et Militaru le numéro 3 avait été sauvé de la mort par les Soviétiques. Il semblerait que cet appel à la réunion de la Bessarabie à la mère-patrie ait joué le rôle de détonateur, de mise en mouvement d'une synergie entre les comploteurs roumains et les Soviétiques (en effet pour les Soviétiques, la question de la Bessarabie n'est pas négociable parce qu'elle remet en cause l'unité de l'Union). En l'absence d'une opposition populaire quelque peu organisée, d'autres moyens étaient nécessaires pour abattre un pouvoir incapable de changer par lui-même : à la différence de tous les autres pays de l'Est (sauf l'Albanie), il n'y a plus de troupes et de conseillers soviétiques en Roumanie depuis 1958, tandis que les alliés de Moscou opérant dans les services intérieurs de la Sécurité y ont été pourchassés sans pitié depuis une vingtaine d'années. Pourtant les ponts n'ont jamais été totalement rompus avec les Soviétiques ; les services roumains d'espionnage ont été souvent accusés par la presse occidentale (ainsi que dans les mémoires de Paceca (6)) de travailler pour les Soviétiques et les rencontres entre les états-majors des armées du pacte de Varsovie permettaient à des officiers généraux roumains d'être en rapport permanent avec des généraux soviétiques, bulgares et hongrois.

Il restait à trouver un prétexte à exploiter ou à créer, qui ne le saurait jamais ? Voilà le mystère de Timisoara et celui du meeting de Bucarest du jeudi 21 décembre 1989 (considéré par tous les observateurs comme une faute politique) où la foule rassemblée et contrôlée par la Sécurité huait Ceausescu. Rien à présent ne nous permet de décrypter la relation qui unit la petite manifestation de soutien au pasteur Tôkes et la manifestation de trente mille personnes du dimanche 16 décembre 1989 où des éléments « éméchés » selon *le Point* (1-7 janvier 1990) s'attachaient à provoquer les troupes de l'armée et de la Sécurité désarmées (cf. *le Nouvel Observateur*, 11-17 janvier 1990). Voilà pourquoi il a fallu exécuter le chef de l'Etat et son épouse ; car malgré la creuse rigidité de la langue de bois ceausescienne, la dénonciation d'un complot mené de l'intérieur avec l'aide de puissances étrangères martelée pendant le discours télévisé du mercredi soir 20 décembre 1989, laissait paraître une véritable tension dramatique (7).

Ceausescu s'est trouvé dans une situation identique à celle de Robespierre, lequel adulé par les foules parisiennes et loué par ses plus proches amis lors de la fête de l'Être suprême devait, deux mois plus tard, être trahi par ceux qui la veille encore l'encensaient jusqu'à l'adoration et injurié (voire

lapidé) par ces mêmes foules au moment où on le conduisait mourant à l'échafaud.

La naissance ambiguë du nouveau pouvoir issu d'un coup d'Etat et d'une mise en scène de la révolte populaire, le fragilise et le soumet aux attaques incessantes des courants les plus réactionnaires de l'émigration roumaine (revenu pour aider à faire renaitre les anciens partis politiques) et à la vindicte de foules d'autant plus féroces contre les anciens communistes qu'elles avaient montré, à la différence des autres pays de l'Est, une longanimité et une servilité sans égal. Or le passé précommuniste roumain ne s'est jamais illustré par une inclination pour la démocratie. Depuis 1937, la démocratie (même formelle) est quasiment suspendue en Roumanie ; depuis la dictature royale jusqu'en 1940, puis celle de la garde de fer fasciste jusqu'en 1941 et enfin celle du Maréchal Antonescu, allié fidèle de l'Allemagne nazie jusqu'en 1944 (et malgré l'entracte d'août 1944 à décembre 1948 sous contrôle soviétique) le peuple roumain n'a guère eu le temps d'apprendre autre chose que le pouvoir dictatorial.

Aujourd'hui, en l'absence d'une classe ouvrière plus ou moins unitaire face aux divers pouvoirs qui se constituent, et en présence des problèmes parfois insolubles posés par le contentieux et le ressentiment des minorités nationales, il semble bien difficile de prévoir le futur immédiat de la Roumanie. Malgré les bavures inévitables [la confusion entre les soldats des diverses troupes a provoqué la mort et les blessures de civils (8)], tout l'art de ce coup d'Etat a été de faire croire à une révolution et à un gigantesque massacre. Mais à force de proclamer la victoire d'une révolution populaire au prix d'un immense sacrifice humain en lequel s'occultent les pires compromissions du passé, on a tout lieu de penser que le peuple finira par s'en convaincre et exigera d'en toucher les dividendes. Cependant toutes les informations rapportées par les équipes d'actions humanitaires laissent entrevoir la lente mise en place d'une dictature militaire, car aux côtés du peuple, l'armée, auréolée de sa victoire sur les « terroristes », demeure la seule institution cohérente et organisée, capable de faire régner un minimum d'ordre, de maintenir en état de marche la machine industrielle et de contenir une révolution plébéienne qui à présent pourrait se lever pour renverser un pouvoir politique dans réelle légitimité.

Claude KARNOUOH

(1) Guy Sibton, La télé m'a menti, in *Le Nouvel Observateur*, 11 au 17 janvier 1990 ; Jean-Paul Mari, La dernière colère de Ceausescu, *ibidem*.

(2) Voir les photos publiées dans *le Point*, 1<sup>er</sup>-7 janvier 1990.

(3) *Liberation*, 5 janvier 1990.

(4) *Le Monde*, 2 janvier 1990.

(5) *Lupta (Le Combat)*, n° 126, 22 septembre 1989.

(6) Général Ion Paceca, *Horizons rouges*, Paris, 1987.

(7) *România liberă (La Roumanie libre)*, jeudi 21 décembre 1989. « Ce n'est pas l'effet du hasard si la radio de Budapest et celle d'autres pays ont déclenché pendant le cours de ces actions antinationalistes et terroristes, une campagne éhontée de diffamations et de mensonges contre notre patrie. » Aujourd'hui d'aucuns savent que c'était la stricte vérité.

(8) *International Herald Tribune*, vendredi 5 janvier 1990. « De nombreux détails donnés à présent par les témoins suggèrent que plusieurs personnes ont été tuées par des soldats nerveux et très mal entraînés », Célestine Bohlen, « Spice from the Bucharest Rumor Mill » (Le sel des rumeurs bucarestois).

(9) Depuis six ans, le gouvernement de Ceausescu avait déjà commencé à militariser la direction des plus grandes entreprises industrielles et celles des circonscriptions administratives les plus sensibles.

## Communiqué Solidarité Roumanie

La Fédération anarchiste et Radio-Libertaire tiennent, avec le soutien de leurs sympathisants et auditeurs, à apporter leur aide et témoignage de sympathie à l'œuvre de libération entreprise par le peuple roumain.

Tenant compte des dernières évolutions de la situation en Roumanie, nous avons décidé d'axer notre campagne de solidarité sur le collectage de matériel et d'équipements propres à fournir aux Roumains des moyens d'établir et de renforcer leurs propres structures d'entraide et de défense. Matériel d'édition, photocopieuses, machines à écrire, appareils photographiques, émetteurs radio, encre, papier, pellicules photo doivent être apportés au siège de Radio-Libertaire. Vos dons en argent sont aussi importants et seront utilisés à l'achat de ce type de matériel. Les denrées diverses et médicaments déjà collectés seront également envoyés.

Cette campagne est suivie par l'ensemble des groupes de la Fédération anarchiste sur le territoire français et fait donc l'objet d'une mobilisation importante.

Le convoi aura lieu prochainement et fera l'objet sur place de reportages qui vous seront présentés dans les colonnes de *Monde libertaire* et sur Radio-Libertaire.

Pour tout contact : téléphonez au 48 05 34 08.

Pour tous vos dons : librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup> (ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h 30).

Vos chèques sont à libeller à l'ordre de DMC mention « Solidarité Roumanie ».

FEDERATION ANARCHISTE



## Solidarité Roumanie

En date du 26 janvier 1990, la souscription « Solidarité Roumanie » s'élevait à 35 045 F. Nous publions ci-dessous la longue liste des donateurs, établie jusqu'au 26 janvier :

MASSIERA : 200 F — PATUREL : 150 F — LAUTRIC : 100 F — LEVILLAIN : 100 F — Les Amis de Pierre-Besnard : 500 F — GUEMENE : 200 F — PIOCHAUD : 250 F — SIMARRO : 300 F — COUTY : 100 F — GOGNY : 200 F — LE BRIS : 100 F — MAZUEL : 200 F — AUMEUNIER : 1 000 F — COLLARD : 400 F — GUERZON : 100 F — PREVOST : 300 F — CANONNE : 300 F — LACOMBE : 250 F — GIRAUD : 1 000 F — NICAUD : 300 F — Cercle d'Etudes sociales (Perpignan) : 6 000 F — COQUET : 1 000 F — JAROSIEWCZ : 1 000 F — SOLERI : 200 F — AGUIAR : 500 F — CHASSAING : 200 F — GUILLAUME : 100 F — LOUVET : 100 F — MASSAGUE : 1 000 F — CORNIERE : 100 F — ROSELL : 300 F — JOUBERT : 50 F — CHESNEAUX : 250 F — DELEUZE : 200 F — DA SILVA : 100 F — NONY : 150 F — GUILLERM : 150 F — LANGAND : 150 F — WINTER : 150 F — CARLIER : 120 F — NICOLAS : 500 F — SICARD : 500 F — Cercle d'Etudes Sociales (Rouen) : 1 000 F — CAVALIER : 500 F — DONDON : 200 F — CAILLOT : 200 F — VIDOTTO : 200 F — CANILLO : 500 F — VARQUEZ : 1 000 F — LE MEIGNAN : 200 F — DUPUY : 100 F — JALADE : 300 F — MIGNOT : 200 F — BOGLER : 250 F — ROY : 300 F — CAVALLINI : 300 F — GAINCHE : 300 F — REY : 200 F — MINET : 100 F — BERTHET : 200 F — RONSIEN : 300 F — MOREAU : 200 F — PETRUCCIANI : 1 900 F — ORIA : 500 F — PIESTRE : 200 F — ROSELL : 500 F — JACQUEMARD : 150 F — BARDONNET : 100 F — LUCAS : 300 F — PILAT : 200 F — GARCIA ABADILLO : 500 F — KASSAR : 200 F — BOISSEAU : 300 F — LOZEVIS : 50 F — EBON : 200 F — LLEGARET : 200 F — DELATTRE : 100 F — DE GIUSTI : 100 F — TOMAS : 100 F — MARCOU : 300 F — MARCHAND : 200 F — CHAMBARD : 100 F — Cercle d'Etudes sociales ardéchois : 300 F — VIDAL : 625 F — BES : 100 F — MARTIN : 200 F — KRIN : 300 F — MARTORELE : 200 F — IZRINE : 100 F — BAUDIN : 200 F — BONNAFOUS : 200 F — PELAEZ : 300 F — BASSON : 300 F — BRONDEL : 100 F — MAZEYRIE : 150 F — ANONYMES : 1 400 F.



LES premières informations nous proviennent des libéraux de Bulgarie. Depuis le plénum du Parti communiste bulgare du 10 novembre 1989, où Théodore Jivkov s'est fait proprement mettre à la porte par ceux-là même qui l'avaient acclamé pendant de longues années, de nombreuses manifestations, meetings, grèves ont eu lieu en Bulgarie.

Un syndicat libre est né, et une manifestation massive pour le pluralisme a réuni plus de cent mille personnes en décembre à Sofia. Les anarchistes ont été présents dans ces divers mouvements, avec leurs pancartes propres, leurs slogans et certains militants de la Fédération anarchiste communiste bulgare (FACB) ont pris la parole dans plusieurs meetings.

Nous reproduisons ci-après l'intervention de Christo Velinov. De plus, reprenant son titre historique, la FACB a diffusé six cents exemplaires du premier journal anarchiste : *Pensée ouvrière*.

Outre plusieurs articles sur les changements actuels à l'Est, un historique du mouvement anarchiste bulgare, nous publions la plate-forme en onze points que la FACB a adoptée.

Nous attendons d'autres informations sur les événements actuels qui secouent ce pays.



### A l'ambassade de Roumanie à Sofia

LA Fédération des anarchistes en Bulgarie proteste et condamne les sévices du bastion stalinien en Europe contre le peuple roumain. Le pays de ce peuple donnait refuge et hospitalité aux révolutionnaires bulgares soumis au joug des Turcs. Des rues et des places publiques à Timisoara, Brachovet et d'autres villes sont semées de victimes innocentes.

La mafia politique de la dynastie stalinienne de Ceausescu a montré pour la dernière fois quel pouvait être le « résultat » des garanties constitutionnelles pour le monopole d'un parti du pouvoir. C'est ce qui s'est passé à différentes époques dans tous les pays totalitaires.

Les spéculations d'un certain « extrémisme » du peuple pendant les manifestations, démonstrations, etc. sont machinations pour justifier la barbarie et prévient que l'extrémisme d'Etat est prêt à d'autres actions tyranniques. Ces actions du gouvernement roumain sont donc en contradiction avec la charte internationale des « Droits de l'Homme ».

Nous insistons pour l'arrêt des crimes des bourreaux de Bucarest, parce que le peuple a aussi son droit d'autodéfense.

Pernik, le 21 décembre 1989.  
Pour l'Union : N. Ktzarski, Al Nakov

### Discours de Christo Velinov à Karhovo

LES événements ne marchent pas, mais courent furieusement autour de nous. Le silence, et plus encore la passivité, est aujourd'hui un crime. Les peuples des pays de l'Est, du soi-disant « socialisme réaliste » sont sortis dans la rue et crient avec beaucoup de courage ; ils ont craché à la figure des gouvernements d'hier, qui, au nom du socialisme et communisme de grand idéal ont commis des crimes horribles. Dépassant ceux du fascisme. La Bulgarie, même avec un léger retard, se hâte de se mettre au pas avec le temps en rejoignant le courant général de la liberté.

L'apathie et l'esprit de troupeau du peuple bulgare nous désespèrent, mais ce que nous voyons ces derniers jours nous surprend agréablement. Des meetings de plusieurs milliers se déroulent à Sofia et dans d'autres villes du pays ; une forêt de pancartes s'érige. Des tribunes se lèvent où, par des paroles de colère, le régime et ses soutiens ont été condamnés pour la terreur et la démagogie pendant des dizaines d'années, obligeant ainsi notre peuple travailleur à se taire et à exécuter docilement leurs plans quinquennaux fous. Et où sommes-nous arrivés ? Nulle part ! Notre vie économique est en crise, les magasins sont vides et les dettes de l'Etat ont tellement augmenté que personne ne voit plus comment les payer. Qui en est coupable ? Le Parti communiste gouvernant, naturellement. De quel droit peut-il prétendre à jouer un rôle dirigeant ? « Pluralisme et liberté » crie de toute sa force le peuple aux meetings.

Les gouvernants sont effrayés. Leurs oreilles ne sont pas habituées à entendre des paroles critiques à leur adresse. Jusqu'à maintenant, ils ne recevaient que des louanges. Leurs yeux ne sont pas habitués à voir des poings s'élever, cette fois, non pour saluer comme au 9 septembre, mais avec une menace. Notre peuple, de plein droit, exige que les coupables soient jugés et condamnés par un tribunal social. Mais qui est en réalité le coupable ? La propagande charge de toute la responsabilité Jivkov personnellement et le petit groupe qui l'entoure. Sans nier les crimes commis par eux, nous sommes obligés de désigner le véritable

coupable. Mais qui est le véritable coupable ? C'est le système totalitaire, le système que nous devons envoyer à la guillotine.

Des changements révolutionnaires radicaux sont indispensables. Ce ne saurait être l'œuvre d'une personne, d'un groupe, même d'un parti aussi sage soit-il. Le peuple doit prendre dans ses mains son propre destin et la construction de la nouvelle société libre. En ces jours de profonde transition, lorsque les fondements d'une tyrannie sont détruits, la colère populaire va faire émerger inévitablement à la surface de nouveaux démagogues politiques qui se présenteront comme sauveurs du peuple si les masses populaires leur font confiance. « Nous sommes vos amis et nous vous désirons du bien », ainsi parlent avec flatteries les futurs prétendants aux sièges ministériels en tapant amicalement les épaules du peuple. Peuple n'aie pas confiance dans les paroles de louanges. Nous en avons assez des promesses, nous avons besoin d'actions, toujours d'actions. Et aujourd'hui même le peuple est réaliste. Il ne demande jamais l'impossible. Une satisfaction matérielle. Personne ne peut lui donner aujourd'hui. C'est la liberté et la justice humaines qui nous sont indispensables. Et le peuple pourrait les avoir immédiatement. Le peuple est avide de liberté, on le sent partout. Nous ne demandons pas grand-chose : une petite maisonnette avec un jardin devant. Nous n'avons pas besoin de dizaines de villas, de milliers d'hectares de forêts et de champs ; un salaire légitime nous suffit pour satisfaire nos besoins quotidiens, nous ne voulons pas des richesses qui nous créent des besoins. Pour nous, le capital le plus important est la santé de nos enfants baptisés par des noms que nous voulons et éduqués dans un esprit d'humanisme et de justice. Que chacun exerce son travail là où il estime qu'il est le plus productif et qu'il en soit maître.

Le peuple est pour la reconstruction qui établira un ordre social assurant à chacun le meilleur bien-être et la liberté possibles pour chaque époque donnée. Ce n'est pas l'individu qui doit être au service de la société, mais au contraire la société doit être au service de la personne humaine.

Christo Velinov

### BULGARIE

#### Plate-forme de la FACB

— Négation totale du régime en place, de ses dettes à l'étranger, de ses engagements, accords économiques et politiques.

— Aucune reculade, aucune restauration du passé, mais édification d'un monde nouveau.

— Négation du système politicien de partis autoritaires (unique ou multiples).

— Proclamation de pleine liberté à toute initiative des masses populaires dans leurs rapports sociaux à base d'autogestion, pour les assemblées locales de toute la population, des communes fédérées par régions et par une Fédération nationale des communes libres.

— Toute l'économie du pays entre les mains des masses populaires.

— La terre à ceux qui la travaillent collectivement, coopérativement et individuellement ou par famille, mais sans exploitation d'autrui.

— Les mines, les richesses naturelles aux mineurs et aux personnes engagées dans leur exploitation afin d'assurer la satisfaction des besoins multiples de la société.

— Tous les moyens de transports des biens, des matériaux, des hommes et du personnel engagé.

— Echange direct des produits entre les entreprises et les échanges

entre producteurs et consommateurs, ainsi que l'échange avec l'étranger assuré par une organisation spécialisée à base coopérative et dans l'esprit de solidarité sociale.

— Pleine liberté pour tous, de pensée, de parole, de la presse, de la radio, de la télévision et d'organisation dans tous les domaines d'activité humaine pour la transformation de la vie dans un esprit constructif de solidarité et de justice sociale.

— Vrai socialisme dans la liberté et la tolérance.

### GRECE

Melitas, un fil grec qui avait abattu un jeune libertaire en 1985, a été innocenté par la Cour d'appel d'Athènes. De fait, deux mille personnes ont occupé l'Ecole polytechnique (l'équivalent de la Sorbonne à Paris) le 26 janvier.

Les flics ont essayé de les déloger avec des lacrymogènes et des gaz militaires dangereux. Les occupants ont riposté et au bilan des affrontements, cinq flics ont été grièvement brûlés par des cocktails molotov et trois camarades libertaires ont été grièvement blessés. Le 27 a eu lieu un concert de soutien en plein air. A ce jour, l'école est toujours occupée et le sera jusqu'à la révision du procès.

Correspondance téléphonique de l'« Anarchist Black Cross » (ABC) d'Athènes.

### Message de l'Anarcho-Syndicalist Federation

A tous les travailleurs de l'AIT !

Nous vous demandons votre aide et une action immédiate pour les travailleurs de Melbourne.

Le 1<sup>er</sup> janvier, le gouvernement de l'Etat de Victoria a exigé des travailleurs des transports publics qu'ils signent un accord acceptant un nouveau système de billetterie ayant pour conséquence de nombreuses suppressions d'emplois. Les travailleurs ont refusé et ont décidé de faire fonctionner eux-mêmes les tramways sans assurer la vente des billets. Le 1<sup>er</sup> janvier 1990 a commencé l'autogestion du réseau de tramways.

La Société des transports publics et le gouvernement régional ne pouvaient pas tolérer cela et ont coupé l'alimentation en électricité du réseau, le paralysant totalement. Mais avant cela, les travailleurs avaient pu acheminer tous les tramways au centre de Melbourne. Cela fait maintenant dix jours qu'ils y restent.

Les travailleurs des tramways occupent tous leurs lieux de travail et ont constitué cette semaine des comités pour coordonner le ravitaillement alimentaire, la solidarité financière, la sécurité, etc. Des groupes de soutien des usagers assistent les travailleurs dans les différents dépôts afin que les tramways puissent continuer à résister aux pressions du gouvernement.

Ce conflit est mené par les travailleurs eux-mêmes. Ils sont en train d'établir des contacts directs avec les autres travailleurs. S'ils gagnent, ce sera une victoire importante.

Nous demandons à toutes les sections de l'AIT :

- a) d'envoyer et de faire envoyer des télégrammes ou des fax de soutien aux tramways : To the delegates, Brunswick Tram Depot, Sydney Road, Brunswick 3056 Victoria, Australie ;
- b) populariser l'action et organiser des actions contre les ambassades ou consulats australiens ainsi que les compagnies australiennes comme Qantas, The Bonde Corporation, BHP-Utah, News International, etc. ;
- c) envoyer des télégrammes ou des fax de protestation au gouvernement de Victoria en demandant le maintien des emplois de contrôleurs et qu'ils laissent travailler les tramways. Vous pouvez envoyer les messages à : Transport Minister Jim Kennan ou au Prime Minister John Cain, Parliament House, Spring street, Melbourne 3 000 Victoria, Australie.

Des informations complémentaires vous seront envoyées par courrier.

P. Stevenson  
(Secrétaire international de l'ASF-AIT)

### Appel à la solidarité

L'Anarchist Black Cross de Toronto appelle à soutenir une prisonnière noire : Ramona Africa. Ramona est la seule survivante de l'explosion d'une maison occupée à Philadelphie. Elle est actuellement détenue à la prison de Muncy.

Pour obtenir plus d'informations, écrivez à : Ramona Support Fund, c/o ABC Toronto, PO Box 6326 STN A, Toronto, Ontario, Canada.

M. Figarol



# Renaissance de l'anarchisme en URSS

— La commémoration du centenaire de la naissance de Makhno —

DEPUIS le début de la pérestroïka, il y a quelques années, les choses ont beaucoup bougé en URSS et cela continue encore, comme on peut s'en rendre compte tous les jours. Mais qu'en est-il de la vision officielle de l'anarchisme, sujet qui nous tient particulièrement à cœur ici ? On peut constater une évolution à deux vitesses : grosso modo, l'une des historiens, l'autre des journalistes. Prenons comme exemple des premiers la publication, en 1989, de l'étude de S.F. Oudartsev sur l'œuvre politique de Pierre Kropotkine (tirée à 30 000 exemplaires). L'auteur expose d'une manière relativement correcte les conceptions de

ques, théoriques et politiques pratiqués inhérents aux contradictions de la théorie petite-bourgeoise de l'anarchisme de cette époque historique ».

On connaît cette ritournelle et n'attendons rien de gens tel cet Oudartsev

Avec V.V. Komine, historien ayant produit plusieurs études sur l'anarchisme, déjà sous Krouchtchev, intervenant à la conférence « L'homme, la liberté et la révolution », à Zaporjié (ex-Alexandrovsk, important centre makhnoviste en 1919), nous avons affaire à un tout autre genre. Précisons d'abord que cette conférence se situait dans le cadre officiel de la commémoration du centenaire de la naissance de Makhno, en octobre 1989.

C'est que depuis sa sensationnelle réhabilitation historique et politique dans la revue *Litératournaïa gazeta* (tirée à 6 millions d'exemplaires) (2), Nestor Makhno est devenu le grand homme de la révolution russe et la figure de proue de l'anarchisme de la période. Komine a annoncé la réédition augmentée de son cours d'université sur l'anarchisme et, le plus étonnant encore, une étude sur Nestor Ivanovitch Makhno, légende et réalité. De même, une autre étude, plus consistante, œuvre de Tamara M. Neznamova, de Kiev, devrait voir le jour en 1991 ; elle est intitulée : *L'Anarchisme et la Makhnovtchina*.

« La glace s'est brisée, a déclaré Komine ; non seulement Makhno, mais l'anarchisme étaient jusque là voués à l'oubli, on avait placé dessus une chappe dont on pouvait se débarrasser. Il faut aller sur la voie de la réanimation de l'anarchisme, de la théorie anarchiste. (...) Le peuple ne sait pas ce qu'est l'anarchisme ; il a été habitué à une compréhension sombre et déformée, alors que l'anarchisme présente bien des intérêts. (...) Personne ne nie le fait que l'anarchiste soit également un communiste. D'autant plus, que l'anarchiste se considère comme plus communiste que les communistes eux-mêmes. Dans un certain sens, il a raison, si l'on tient compte des fautes qu'ont commises les communistes. Il est notre allié. Les buts, les tâches des idéologies sont communs : une société communiste sans classes. C'est pourquoi sa réanimation doit emprunter avant tout une voie scientifique. (...) Les cerveaux jeunes et affûtés doivent concentrer leur attention sur la préparation à l'édition de tous les documents et matériaux liés à l'histoire véritable de l'anarchisme et de la Makhnovtchina durant la guerre civile. Il faut bien préparer ces matériaux et les publier. La glace s'est brisée. Maintenant paraissent toutes sortes d'articles sur ces thèmes, mais ils sont encore loin d'éclairer la vérité. L'intérêt du peuple grandit là-dessus. C'est la première tâche dévolue aux partisans de cette intéressante idéologie. Il ne faut pas craindre les polémiques. Personne ne s'est considéré autant en véritable communiste que Makhno et Kropotkine, par exemple. Moi aussi je me considère communiste, mais je ne peux me considérer comme anarchiste. Si je prends parti, ce n'est pas en tant qu'adversaire, mais comme opposant aux anarchistes. Des opposants peuvent également apparaître chez nous.

Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, il est temps aux historiens ukrainiens de se mettre à étudier le mouvement paysan dirigé par Makhno. A l'université de Kalinine, ma ville, j'ai déjà fait deux conférences sur Bakounine, et en novembre prochain, je vais lire un rapport sur « l'anarcho-syndicalisme en

1917-1918 ». Nous ne rencontrons aucun obstacle à cela. Bien sûr, s'il fallait proposer une biographie de Makhno dans la série des « hommes remarquables », tous s'effrayeraient... »

Ajoutons à ces bonnes paroles que cette conférence a entraîné d'assez vives attaques du journal local *Industrialnoïe Zaporjié*, sous le titre : « Est-il possible que l'anarchisme renaisse ? », le 21 octobre 1989. En outre, un certain Doubrovine, président du soviet des vétérans de la guerre et du travail, colonel de la milice, écrit : « J'ai appris avec indignation que des anarchistes sont venus de Moscou, Leningrad, Kiev, Kharkov et d'autres villes à Zaporjié, voulant marquer ainsi le centenaire de la naissance du Baïko Makhno bien connu... Qui est-il en fait ? Quel souvenir a-t-il laissé dans le cœur des gens ? Je suis convaincu que le nom de Makhno n'est qu'un paravent derrière lequel les organisateurs de ce « congrès » dissimulent leurs vraies intentions : introduire la confusion et le flottement dans l'esprit des gens, en se couvrant encore une fois des mots d'ordre de la pérestroïka, les appeler à écarter les institutions de l'autorité d'Etat, à l'anarchie, à déverser encore un baquet de mensonges et de calomnies sur le parti communiste... »

Cette prise de position était suivie par un appel à dénoncer nominalement les « irresponsables » qui avaient fait naître et se développer ce « mouvement ».

Petit détail amusant : cet appel était signé par S.A. Kochina, « secrétaire du soviet des vétérans de la guerre et du travail » (sans mention d'appartenance à la milice). Le colonel-président et sa secrétaire manifestaient donc leur désaccord ; cependant, note la rédaction du journal *Réporter* (en

laisser y assister les anarchistes venus des quatre coins du pays. En résultat, la conférence quelque peu « aménagée » eut tout de même lieu sur l'île Khortitsa (ex-centre des cosaques zaporogues sur le Dniepr). Des anarchistes de dix villes y assistèrent : de Moscou, Leningrad, Kaliningrad, Kharkov, Kiev, Kalougui, Dniepropétrovsk (ex-Ekatérinoslav), Donetsk et Tcherkassk.

Le mois suivant, à Leningrad, au cinéma *Méridien*, se tint un meeting « autorisé » consacré au centenaire de Makhno. Ajoutons que de jeunes musiciens organisèrent à la même date un concert de rock-Makhno durant deux jours à Moscou. Signalons aussi l'article d'Alexandre Choubine sur *Nestor Makhno et la question nationale*, dans le numéro 29 de la revue anarcho-syndicaliste *Obchtchina* (Communauté) paraissant à Moscou.

Enfin, V. Golovanov, l'auteur du fameux article sur Makhno dans la *Litératournaïa gazeta*, a récidivé dans le supplément littéraire du journal, le 11 septembre 1989, en consacrant une page (de format plus réduit que le journal proprement dit) aux témoignages et réactions que lui a valu sa première publication. Il commence par relever l'abondance de courrier et l'intérêt provoqué par son article, preuve que les « tâches blanches » de l'histoire soviétique suscitent un intérêt croissant des lecteurs. Il constate la pauvreté des ouvrages existant sur le sujet et en profite pour nous remercier de lui avoir fait parvenir les *Cosaques de la liberté* (Makhno et la guerre civile russe, disponible à la librairie du Monde libertaire), considéré comme un « ouvrage fondamental ». Ensuite, il raconte comment la nièce de

Le journaliste V. Golovanov mentionne ensuite sa rencontre exceptionnelle avec E.P. Orlov, âgé de 87 ans, qui participa au mouvement makhnoviste à cette même époque et qui, sans se déclarer ouvertement makhnoviste, avoue sa sympathie (nous reproduirons à une autre occasion son témoignage extrêmement intéressant) envers les insurgés ukrainiens. En tout cas, félicitons ce journaliste audacieux qui ne craint pas de révéler le comportement infamant des bolcheviques à l'égard des makhnovistes.

## La réhabilitation des marins de Kronstadt

Décidément, les journalistes n'ont pas la timidité des historiens et Iou. Gavrilov a publié dans la revue *Ogoniok* n°37, septembre 1989 (numéro tiré à 3 350 000 exem-



La Glasnost !

plaires), un article substantiel sur la « rébellion de Kronstadt », illustré de plusieurs photos inédites. Il y explique que l'insurrection avait eu lieu sans aucun coup de feu, que les insurgés ne voulaient pas verser une seule goutte de sang, demandaient « Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis », que les communistes arrêtés restèrent tous sains et saufs jusqu'au bout, et conclut que « jusqu'ici l'histoire de la tragédie kronstadienne reste obscure et confuse », que les chiffres des pertes officiellement déclarées des deux côtés paraissent étrangement faibles, que l'on ne sait pas encore le nombre exact des marins condamnés et fusillés par les tribunaux », dont on n'a « jamais publié les comptes rendus de jugement... ».

Pour éclairer quelque peu sa lanterne, nous lui avons envoyé des documents émanant des insurgés et pouvant répondre à certaines de ses questions (en particulier les textes que nous avons traduits en 1972 dans notre ouvrage : *Kronstadt 1921, prolétariat contre bolchévisme*). Jusqu'ici pas de réponse. Peut-être que ce journaliste a été effaré de découvrir « toute la vérité » sur les événements de Kronstadt ?

En résumé, de larges pans du mensonge sur le passé révolutionnaire russe s'écroulent en URSS ; cependant, des tabous subsistent et certaines réponses aux questions soulevées demeurent encore bien trop sulfureuses pour le régime. Toutefois, un certain nombre de groupes anarchistes sont apparus publiquement depuis deux, trois ans et tentent de retrouver le fil perdu avec leurs prédécesseurs. Ce sera le sujet de notre prochain article.

A. SKIRDA



Vive le système à deux partis !

Kropotkine, pour les compléter tout de suite après par l'analyse marxiste-léniniste, certes plus nuancée que d'habitude, mais en fin de compte d'une lecture lassante, car donnant l'impression d'un mouvement de balancier : les idées de Kropotkine sont intéressantes, oui, mais elles sont datées et trop anti-staliniennes. Le tout enrobé dans le style sermonneur traditionnel qui réclame quelques aspirines pour être lu.

L'auteur déborde largement le sujet pour faire une sorte de bilan des études parues depuis une trentaine d'années sur l'anarchisme en général, et sur Kropotkine en particulier, d'ailleurs assez abondantes, bien que portant surtout sur son œuvre historique et scientifique. Rappelons sur ce point que l'*Autobiographie* de Kropotkine a été rééditée en russe en 1966, son étude sur la « Grande révolution française » en 1979, (tirée à 50 000 exemplaires), et ses « Lettres de Sibérie orientale », en 1983. C'est qu'il a toujours été l'une des gloires du régime, ayant droit à sa rue, sa station de métro et son musée, le tout à Moscou. Ce grand homme avait eu la chance de mourir au bon moment, en 1921, et surtout de bénéficier de la sympathie de Lénine, grand admirateur de sa *Grande Révolution* (ayant recommandé, à l'époque, son édition à 100 000 exemplaires !) Oudartsev termine même son étude en citant l'opinion de Lénine sur le théoricien du communisme libertaire : en mai 1919, à la suite d'une entrevue entre les deux hommes, le premier avait confié à Bontch-Brouévitch, l'un de ses proches : « bien que les vues soient fausses et vieilles, éloignées de la vie réelle et de la pratique révolutionnaire, il nous est tout de même précieux par tout son magnétique passé, ainsi que par les travaux qu'il a accomplis ». Oudartsev prend également la précaution de noter les « défauts méthodologi-



Signal de la Confédération anarcho-syndicaliste russe.

russe dont nous tirons ce renseignement, le journal du colonel milicien est édité en russe, et si nous considérons l'appel de Komine aux historiens ukrainiens de s'occuper de la mémoire de la Makhnovtchina, c'est à eux qu'appartiendra le dernier mot sur la question.

En ce qui concerne la conférence de Zaporjié, elle devait d'abord avoir lieu à la faculté d'histoire de la ville, mais étant donné qu'elle avait été organisée par des étudiants et des intellectuels « radicaux » et vu les réactions de l'espèce du colonel-président pré-cité, il fut décidé de restreindre son thème à l'histoire de la ville d'Alexandrovsk durant la guerre civile et surtout de ne pas

Polonsky (bolchevik rallié aux makhnovistes en été 1919 et fusillé par eux en décembre de la même année pour avoir voulu assassiner Makhno, ce que cette nièce semblait ignorer jusqu'à maintenant), qui lui relata une conversation entre son oncle et Makhno ; lorsque le régime dit « de fer » de Polonsky se rangea aux côtés des Makhnovistes, Makhno lui fit confisquer toutes ses armes (à ce moment, il y avait un fusil pour quatre hommes chez les makhnovistes). « Avec quoi vais-je combattre les blancs ? », lui demanda Polonsky. Makhno lui indiqua la direction des dénikiens et lui dit : « Vas là-bas et trouve-toi des armes ».



# Le pangermanisme allemand vu par Bakounine

(extrait des « Oeuvres complètes »)

**A** l'Est, les nationalismes se déchaînent... Longtemps contenus par l'URSS, ils mettent en équilibre instable les nouveaux habits de l'impérialisme russe. Dans les quotidiens et les gazettes, on va souvent au spectaculaire... Cela n'est pas nouveau.

Bakounine, il y a plus d'un siècle, épinglait le nationalisme de ce qui allait devenir la gauche allemande.

A lire pour essayer de mieux comprendre le présent !

T.P.

(...) Pour détruire le panslavisme et le pangermanisme, il n'y a qu'un seul moyen, c'est de les noyer simultanément tous les deux dans l'humanité, par l'abolition des Etats.

Mais ce n'est pas la race slave seulement, la race latine est également condamnée par la conscience des Allemands. Ils croient fermement qu'elle a fait son temps. Ils n'ont pas contre elle cette haine féroce qui les anime contre les Slaves — haine qui est cachée en partie par la crainte instinctive que les Slaves pourraient être appelés, plus tard, à les éliminer, à les remplacer, haine de vieux contre de plus jeunes qu'eux. Non, ils ont pour les Latins, qu'ils considèrent comme plus civilisés, plus polis, plus anciens dans l'humanité qu'eux-mêmes, une sorte de pitié mêlée de respect. « Les peuples latins sont bien vieux et tout à fait épuisés, se disent-ils, mais ils sont si aimables, si agréables. Pourtant, il faut bien qu'ils finissent par mourir, et nous sommes incontestablement leurs héritiers, pourvu que ces maudits Slaves, ces vils esclaves que nous ne sommes point parvenus à écraser, ne viennent plus tôt ou tard nous disputer l'héritage ! »

Quiconque a étudié un peu sérieusement les Allemands devra reconnaître que j'ai exprimé là leur vrai point de vue, le sentiment le plus intime de leurs cœurs, sentiment que vous retrouverez dans tout Allemand pensant et politisant. Et l'on se tromperait beaucoup si l'on pensait que cette disposition ne se retrouve seulement que dans la bourgeoisie allemande ; non, elle se retrouve également dans cette partie du prolétariat de l'Allemagne qui subit actuellement l'influence, selon moi très fâcheuse, pernicieuse, des littérateurs et politiciens du Parti de

la démocratie-socialiste. Tous ces citoyens honorables et vraiment dignes de sympathie et d'estime sous bien des rapports, tous ces chefs du nouveau Parti, représentants du prolétariat au-dedans et de la race ascendante au-dehors, professent pour les faits et les hommes révolutionnaires de la race latine cette sorte de pitié à la fois respectueuse et indulgente que les enfants bien nés éprouvent pour leurs parents vieillissants et condamnés à mourir. Ils ont pour eux toutes sortes de compliments et d'égards, à condition toutefois qu'ils ne les empêchent pas de se développer et de marcher en avant à leur guise, et que subsistent eux-mêmes les conditions de cette marche progressive de leur puissance ascendante, ils se laissent en réalité mener par eux. A cette condition, ils leur feront toutes les concessions honorifiques possibles et leur laisseront toutes les apparences de l'initiative et de l'action, pourvu qu'ils gardent la puissance réelle. Ils sont pleins d'humanité et de politesse, autant que les Allemands sont capables d'être humains et polis, ils sont pour eux pleins de considération, parce qu'ils sont convaincus qu'eux, les Latins, doivent bientôt mourir. Ils disent volontiers : « Nous, les Germains, nous sommes la race jeune, vigoureuse, barbare, que les évolutions de l'histoire appellent aujourd'hui à remplacer la société latine et à donner au monde une civilisation nouvelle... Les Latins sont condamnés à mourir et à nous faire place, mais soyons pleins de respect pour eux, parce qu'ils sont tout de même les pères de notre civilisation. »

Tel n'est point leur rapport vis-à-vis de cette race slave. Cette race a peu vécu dans le passé ; actuellement elle est partout opprimée,

donc c'est une race d'avenir, donc elle se présente comme une rivale, d'autant plus dangereuse qu'il n'existe en son sein aujourd'hui qu'un seul sentiment unanime, une haine profonde contre les Allemands, ses oppresseurs éternels. Et quoique les Allemands reconnaissent volontiers qu'il faut un peu de barbarie germanique pour renouveler la civilisation décrépète des Latins, les Slaves leur semblent par trop barbares, et la preuve c'est que les Slaves, abandonnés à eux-mêmes, n'ont jamais su ni vouloir ni créer une bourgeoisie en leur sein, ni constituer un Etat. La nature slave, foncièrement hostile à ces deux éléments essentiels de la civilisation, telle que les Allemands les plus démocrates et les plus socialistes la conçoivent, représente donc la barbarie absolue, l'anarchie. Vous voyez d'ici la conséquence ; conformément à cette théorie, dans la marche progressive de l'histoire, la race latine représentait l'aristocratie, la race slave, la canaille populaire, et la race allemande, la bourgeoisie.

Eh bien, par rapport aux Allemands et aux Slaves, je trouve que cette théorie se rapproche assez exactement de la vérité. La race allemande, telle qu'elle s'est développée historiquement, au centre de l'Europe, a pris réellement la position et le caractère de la bourgeoisie, et la race slave s'est effectivement identifiée avec la canaille populaire toujours écrasée et toujours exploitée, soit par les classes, soit par les Etats, établis dans les pays slaves exclusivement par les Allemands. Et en voyant la tendance qu'on imprime actuellement au mouvement socialiste du prolétariat de l'Allemagne, tendance aboutissant à la fondation d'un grand et tout-puissant Etat pangermanique, je commence à penser qu'une alliance plus intime entre le prolétariat latin et slave deviendra urgente en vue de la délivrance réelle de l'Europe et des Allemands eux-mêmes de la tyrannie inséparable de l'existence des Etats.

Savez-vous comment cette haine et ce mépris systématiques des Slaves sont propagés actuellement par

les chefs du Parti de la démocratie-socialiste au sein même du prolétariat de l'Allemagne ? Pour l'apprendre, il n'y a qu'à ouvrir le *Volksstaat*, organe officiel de ce Parti, rédigé par Liebknecht, sous l'inspiration directe de Marx. En 1869 et 1870, il a publié une série d'articles où s'est trouvée développée la pensée suivante : les Slaves sont une race essentiellement agricole, par conséquent rétrograde et réactionnaire. Nous devons les exclure de l'Internationale, parce qu'ils restent complètement étrangers à la civilisation moderne, fondée sur la production au moyen de capitaux. N'ayant jamais su développer une bourgeoisie dans leur sein, ils sont restés en dehors de ce mouvement économique de la concentration des capitaux producteurs entre les mains bourgeoises, par conséquent leur industrie, si industrie il y a, n'est point la grande industrie commanditée par les grands capitaux bourgeois et produisant pour le marché mondial.

C'est une industrie barbare, primitive, pour sortir de la glèbe, ils doivent d'abord passer par le monopole bourgeois qui seul est capable de créer l'agent de la révolution moderne, le prolétariat des grands établissements industriels et des villes. Ils n'ont point d'ouvriers, ils n'ont que des paysans ; et nous avons assez de nos propres paysans, nous ne savons déjà qu'en faire. Nous serions bien fous de nous embarrasser encore de cent millions de paysans slaves.

L'internationale, telle que les communistes autoritaires de l'Allemagne l'entendent, tend évidemment à la création d'une classe dominatrice et par conséquent bourgeoisie nouvelle, celle des ouvriers de l'industrie manufacturière et des villes, imposée comme classe gouvernante, détentrice du pouvoir politique nouveau et comme chef collectif, mais fictif, non réel de l'Etat, aux millions qui cultivent la terre. Je dis fictif, non réel, parce qu'il est évident que dans un grand Etat savamment centralisé, organisé et politiquement dirigé, ce ne sera pas même la masse des ouvriers des villes, mais seulement leurs chefs qui pourront gou-

verner l'Etat ; ce qui, au-dessus de cette nouvelle bourgeoisie ou classe dominante, et par conséquent exploitante, des ouvriers des villes, donnera naissance à une bourgeoisie moins nombreuse et plus privilégiée encore, celle des directeurs, représentants et fonctionnaires de l'Etat soi-disant populaire.

Cette tendance des ouvriers des villes à former une aristocratie, une classe dominante ou politique nouvelle, leur est malheureusement inhérente plus ou moins dans tous les pays de l'occident de l'Europe. Elle s'est développée pendant des siècles, par la séparation qui s'est faite successivement dans l'histoire entre le développement relativement beaucoup plus rapide des villes et la stagnation relative des campagnes.

Elle s'est accrue par l'influence que la bourgeoisie a exercée partout sur le prolétariat des villes et par la participation directe de ce dernier à toutes les évolutions de la politique bourgeoise, jusqu'à nos jours. Il en est résulté entre les travailleurs des campagnes et les travailleurs des villes, une apparence d'antagonisme d'intérêts. L'antagonisme réel n'a jamais existé et n'existe qu'entre l'aristocratie propriétaire de la terre et la bourgeoisie détentrice des capitaux. Et cette apparence s'est accrue par la sottise et bourgeoisie vanité des ouvriers des villes, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, les ouvriers des villes s'imaginèrent du haut de leur soi-disant instruction avoir le droit de mépriser l'ignorance des paysans.

Tous ceux qui ont vraiment à cœur le triomphe de la révolution sociale doivent déplorer cette séparation néfaste qui existe entre le prolétariat des villes et le prolétariat des campagnes. Tous leurs efforts doivent tendre à la détruire, car nous devons être tous bien conscients de ceci, que tant que les travailleurs de la terre, les paysans, n'auront pas donné la main aux travailleurs des villes, pour une action révolutionnaire commune, tous les efforts révolutionnaires des villes seront condamnés à des fiascos inévitables. Toute la question révolutionnaire est là : il faut la résoudre, ou bien périr.

## Les espérantistes à l'écoute de l'Est

**L**e numéro 67 de « Liberecana Ligilo » (fraction libertaire de SAT) nous donne une fois de plus des informations sur l'activité, dans un certain nombre de pays de l'Est, de groupements anarchistes.

### Allemagne de l'Est

Depuis plusieurs années, le mouvement libertaire renaît en RDA. En particulier à Mockau (banlieue de Leipzig) s'est créé un groupe qui a pour nom Anarchistischer Arbeits und Aktionskreis (Groupe d'action et de travail anarchistes). Il compte en ce moment trois cents membres et il édite depuis plusieurs années une publication clandestine : *Kopfsprung (Saut de la Tête)* imprimée à six mille exemplaires.

Ces groupes participent très activement au mouvement de protestations, tout en se démarquant

des autres groupes anti-staliniens. Un de leur mot d'ordre est particulièrement percutant : « Nous n'avons pas travaillé pendant trente ans pour Kohl ! ».

Ils participent entre autres aux célèbres « manifestations du lundi » et peuvent ainsi pendant quelques moments donner leur point de vue à des centaines de milliers de manifestants.

### URSS (Ukraine)

Dans la ville de Zaporosje, en Ukraine du Sud, le 22 octobre 1989, a eu lieu une célébration du centième anniversaire de la nais-

sance de Nestor Makhno, célébration organisée par la KAC (Confédération anarcho-syndicaliste).

Quelques jours plus tôt, le 2 octobre, une soirée culturelle organisée par des groupes informels du Dniepropetrovsk a permis à Annika Hjelm, secrétaire internationale de la SAC, de tenir une conférence devant 250 personnes (dont des membres du KGB...), sur le thème de l'indépendance du syndicalisme et des principes de base de la SAC.

### URSS

La *Literaturnaja Gazeta* a publié une information suivant laquelle une commission, sous la direction de l'académicien Abalkin, a été fondée pour éditer l'ensemble des œuvres (scientifiques, politiques et historiques) de Pierre Kropotkine.

(Adapté de l'Esperanto par Yves Peyraud)

## ENTRAIDE

### Livres et brochures pour l'Est

Les pays de l'Est sont actuellement très demandeurs d'ouvrages de vulgarisation ou d'actualité. Si vous possédez des brochures ou livres dans ces domaines, vous pouvez en faire dons à la librairie Publico. Des paquets seront envoyés vers les différents groupes avec lesquels nous sommes en contact.

Secrétariat aux Relations internationales

### Rififi anar au Sénat polonais

« A bas le capitalisme... », « Nous ne voulons pas de hausses de prix... », « Kuron à la soupe » (1)..., ou encore « A bas la nomenklatura »... ont scandé bruyamment de jeunes ans vendredi 12 janvier, à Varsovie, en pleine séance du Sénat.

« Consacrée à l'examen du programme économique du gouvernement et retransmis en direct à la télévision », comme le rapporte très discrètement le quotidien *Le Monde* le 14 janvier 1990, « les débats ont dû être interrompus pendant 15 minutes, à cause du vacarme ».

Comme quoi, à l'Est, c'est vraiment le renouveau !

(1) Kuron est ministre du Travail et ancien dirigeant de Solidarité.



NOTES DE LECTURE

« AmeriKKKa »

de Roger Martin éd. Calmann-Lévy

**C**E pourrait être un polar, un mauvais polar. Mais cette fois-ci, Roger Martin ne donne pas dans le genre policier (1). « AmeriKKKa » est une enquête, ou plutôt un « voyage », comme l'indique le sous-titre, en « Amérique fasciste ». Et il n'est pas question de fiction. Les faits rapportés sont malheureusement bel et bien réels, même si leur lecture laisse l'impression pénible de sortir d'un cauchemar.

Le Ku Klux Klan, chacun en a entendu parler. Cette organisation ne fait-elle pas figure d'institution aux Etats-Unis ? Il est aisé d'imaginer son caractère plus ou moins folklorique : les cagoules blanches, les diatribes incendiaires contre les Noirs, les exécutions sommaires... Mais tout ceci, il faut l'avouer, semble aujourd'hui finalement peu dangereux et constitue une page de l'histoire américaine. Evoquer le KKK, ne serait-ce pas reculer d'un siècle, revenir à l'époque où les Noirs gagnaient laborieusement quelques droits élémentaires... ? De nos jours, on est tenté d'affirmer : « Le KKK ne représente plus rien et n'effraye plus personne ».

Bien au contraire, assure Roger Martin. Pour être une vénérable institution américaine, le KKK n'en est pas moins une force politique influente, encore à présent, et le récent succès électoral d'un David Duke, devenu député républicain de Métairie, en Louisiane, est particulièrement inquiétant. David Duke, qui fut « Grand Magicien Impérial » des « Chevaliers du Ku Klux Klan », est toujours à la tête de l'Association nationale pour la promotion des Blancs (une association raciste destinée à contraindre la célèbre Association nationale pour la promotion des gens de couleur (NAACP). Comme dans d'autres pays, dont la France, l'extrême droite est implantée depuis longtemps aux Etats-Unis. Mais ici, elle est constamment demeurée une force politique sous-jacente, n'accédant jamais véritablement au pouvoir (observons tout de même que le KKK salua chaleureusement l'élection de Reagan). Il serait peut-être plus juste de dire que l'extrême droite n'a jamais eu besoin d'accéder au pouvoir pour la promotion de ses idéaux. En effet, le KKK s'est contenté de placer ses membres là où cela pouvait le servir...

Ce qui explique sans doute l'indulgence, plus que suspecte et répétée, des tribunaux envers les crimes dont certains « klanistes » se sont rendus coupables. La justice a pourtant eu maintes et maintes fois l'occasion de sévir lourdement. Depuis sa création en 1865 jusqu'à aujourd'hui, le KKK n'a jamais cessé de se livrer à de sanglantes exactions : outre sa progande raciste (ou « racialisée », selon le terme utilisé par quelques « klanistes » bon teint) appelant volontiers aux meurtres de Noirs, de Juifs, d'homosexuels ou de communistes, le KKK n'hésite pas à passer à la pratique. Ses violences, ses crimes, ne se comptent plus. Ses discours semblent être d'un autre âge et relever plus de la psychiatrie que de la politique.

Roger Martin passe au crible non seulement le KKK (ou, plus justement, les KKK, car l'« Invisible Empire » est divisé en plusieurs branches concurrentes), mais également les différents groupes d'extrême droite, dont les liens avec le KKK sont fréquents. Les débordements verbaux de nos représentants nationalistes paraîtraient bien timorés aux membres de l'extrême droite américaine, lesquels ne s'échinent pas à jouer

sur les mots pour exprimer leurs idées... Loin de taire leur racisme, ils le revendiquent souvent haut et fort. Il n'est pas nécessaire d'insister pour qu'ils déclarent, avec l'assurance de prononcer une vérité première, que « les nègres sont des animaux » ! Qui plus est des animaux nuisibles ! De là à passer à l'action... Les groupuscules ouvertement nazis (plusieurs partis national-socialistes ont pignon sur rue aux USA), quant à eux, qui agissent dans l'ombre du KKK, ne s'embarrassent pas non plus de précautions oratoires et emploient les moyens les plus modernes pour diffuser leur prose.

Les autorités judiciaires tolèrent pourtant ces véritables appels aux meurtres. Ces idées ne sont professées que par une infime minorité d'individus, est-il répliqué à qui s'émue. (Même si, à y regarder de plus près, on constate que 11% de la population s'estime en accord, ou peu s'en faut, avec la doctrine développée par le KKK !) Mais surtout, ces idées ne reflètent, après tout, qu'une solide tradition américaine. Le mac-carthisme n'est plus à l'ordre du jour mais continue cependant ses ravages (2)... Notons à ce propos que Roger Martin aborde peu ce dernier sujet, sur lequel il aurait peut-être été nécessaire de revenir plus longuement (il ne mentionne pas, par exemple, ce facteur dans la résurgence du KKK, dans les années 50, en pleine « chasse aux sorcières »). Une crainte malade du communisme aux Etats-Unis a permis aux gouvernements qui se sont succédé de prendre des mesures peu compatibles avec le respect des droits de l'Homme. Il s'agit là, effectivement, d'une tradition : tradition d'intolérance, de repli d'une nation sur elle-même, de méfiance vis-à-vis de tout ce qui est susceptible de troubler la sérénité ambiante, de mettre en cause l'« american way of life ».

Les Etats-Unis n'ont guère de leçons à donner aux autres pays, question liberté... Si les pays de l'Est ont souvent attenté aux droits de l'Homme, l'intérêt de ce livre est de rétablir l'équilibre et de prouver que l'« Oncle Sam » n'est pas en reste, surtout en ce qui concerne ses rapports avec l'« Oncle Tom »...

Cette considération ne doit toutefois pas faire oublier le danger que représente la persistance, sinon le développement, de l'extrême droite (il est révélateur que les membres du KKK se montrent ravis des succès électoraux de Jean-Marie Le Pen...).

**AmeriKKKa** de Roger Martin exprime clairement à quelles aberrations criminelles conduit cette pseudo-idéologie, dès lors qu'elle se trouve débridée et qu'elle peut s'appliquer sans risquer les foudres de la justice ou la réprobation de la population.

**Thierry MARICOURT**  
61) Rappellons que Roger Martin est l'auteur de romans policiers consacrés au KKK, sous le pseudonyme de Kenneth Ryan (éd. Fleuve noir).

(2) Sur le sujet, cf. Marie-France Toinet, La Chasse aux sorcières, éd. Complexe, 1984.

AmeriKKKa est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, Paris-11<sup>e</sup>) au prix de 98 F.

CINEMA

Le temps repent

**L**E cinéma aime jouer avec le temps. Il le prend, le gonfle, le distord, l'arrête. Au travers de ces nouvelles normes temporelles, le voyage du spectateur n'en devient que plus fort, plus jouissif. De la même manière, le temps et ses caprices intéressent les cinéastes. Un des « délires » du sablier est le surgissement du passé à l'intérieur de l'ordre banal du présent. Mais comment s'y prendre quand on est réalisateur et que le cadre de l'histoire n'est ni un miroir et son adorable petite Alice, ni des tableaux de Steve Masson, héros du roman admirable de André Hardellet : *Le Seuil du jardin* ? N'avez-vous jamais rêvé qu'un miroir ou une peinture puisse avoir une vie propre, un temps singulier où se cache un monde autre et où un voyage, à vos risques et périls, serait possible et imaginable ? Dans *Corps perdus*, Eduardo de Gregorio utilise ces deux fractures éventuelles du temps. De manière hallucinante, elles ensorcellent jusqu'à la folie et la mort Eric (Tchéky Karyo) et Laura (Laura Morante). Une histoire banale et simple : Buenos-Aires aujourd'hui. Une jeune femme architecte, héritière d'une maison où dort un tableau inquiétant aux confins d'un atelier de peintre. Un courtier arrive de Paris pour authentifier cette toile. Autour d'eux, cette énorme bâtisse, un palais de la très haute bourgeoisie

parvenue du début du siècle, palpite d'une vie antérieure aux souvenirs d'un passé prestigieux. Ce dernier ne veut pas disparaître. Très vite le tableau, un vrai mais recouvert, maquillé, repent, comme on dit dans le langage des experts, ensorcelle les héros du présent-passé et délivre le temps qui le fige. Hallucination ou réalité ? Le spectateur est toujours sur une ligne fragile où se déroule l'action de *Corps perdus*.

Tout se joue sur la confusion délibérée passé-présent, identification-répulsion et bien sûr beauté-laideur. Et aussi sur l'intervention du double : chaque héros réel du présent a son image virtuelle dans le passé... Mais n'en disons pas plus. L'histoire de ce film évolue sous nos yeux et surtout dans notre imaginaire, meilleure façon de filmer le fantastique, ou mieux le « sur-réel ».

Au fil du temps que déroule inexorablement Eduardo de Gregorio, le spectateur baigne dans l'univers surnaturel, qui se retrouve chez de nombreux écrivains ou cinéastes de langue espagnole. Le monde étrange des passions où, poussées à l'extrême, elles deviennent obsessions et hallucination. Méfiez-vous des passions dévorantes, de tableaux repentis ou non et des hoquets du temps qui s'écoule, et parfois s'écroule.

Salim de « **Fondu du Noir** »



« Un Mauvais Français »

de Pierre Boujut

éd. Arlea

**A**VEC une modestie qui met d'entrée son propos à hauteur d'homme, P. Boujut raconte ses souvenirs dans un livre tonique (*Un Mauvais Français*) où le bonheur s'écoule en abondance.

Humble tonnelier, fabricant pour le négoce du cognac de barriques à la façon ancienne, Pierre Boujut a débuté en 1933 un commerce sans rentabilité, celui de faiseur de revues. En compagnie de Claude Roy, son voisin, il met au point une publication mensuelle, *Reflets* qui ne tardera pas à tourner court, après qu'elle eut lancé, sous la forme d'un poème, un pavé contre l'armée.

Cette haine des « promoteurs de cataclysmes », que rien jamais n'apaisera et surtout pas la sagesse qui vient prétendument avec l'âge, Pierre Boujut en maintient l'angle dans *Regains*, créée en hommage à Giono, en 1936. Mais l'aventure sur quoi sa vie semble tenir comme sur un appui idéal, va se lier à *La Tour de feu*, fondée en 1946 où se perpétue le culte de la paix, la croyance en l'idée internationaliste et cela, autour de poètes qui deviendront, au fil des numéros, ses « hommes de l'être ».

Cette publication dont le but est autant de répandre l'effroi de la

guerre que « la joie et la chaleur de l'amitié », rassemble des écrivains dont l'œuvre s'est depuis révélée : Frédéric Tristan, Jean Follain, Jean Rousselot... Gérant de revues qu'il administre avec l'autorité d'un doux, Pierre Boujut est l'auteur de plusieurs recueils de poésie (*Heureux comme les pierres*, *Poèmes de l'imbécile heureux*...) qui ne cessent d'exprimer l'exaltation de sa valeur centrale : la vie. Pour lui, la fonction de la poésie est de faire du bien, de propager le « grand oui » nietzschéen.

Cet homme de sincérité avoue sans réserve ses contradictions, dans un ton qu'aujourd'hui on ne pratique plus guère, celui de l'auto-critique.

Or le souci de Pierre Boujut à dire tous les aspects de son existence nous le fait apparaître d'une exceptionnelle grandeur.

En dépit des flèches qui lui sont adressées, à cause de ses zigzags en politique, Claude Roy n'a pas rechigné à préfacier l'ouvrage de son ami de jeunesse. Rappelant le merveilleux de « l'utopien invétéré », il souligne le mot qu'André Breton utilisera pour qualifier ce libertaire amoureux : « un homme en or ».

Guy DAROL

Livres... Débats... Ciné

Expos... Théâtre...

• *La Mémoire des vaincus*, de Michel Ragon, aux éditions Albin-Michel. Deux dates à retenir : le 22 février à 20 h 30 sur Radio-Libertaire et le samedi 24 février à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot à Paris-11<sup>e</sup>, où vous pourrez entendre et/ou rencontrer l'auteur.



« C'est un roman que l'on dévore de la première à la dernière page... Michel Ragon démontre le bien-fondé des idées libertaires... » (Thierry Maricourt, *le Monde libertaire* du 18 janvier. Livre en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 130 F).

• Peinture-collages. Marie-Pierre Guillon : *Surprise*, du 1<sup>er</sup> au 9 février au 115, rue du Chemin Vert, Paris-11<sup>e</sup> (métro : Père-Lachaise), du mardi au dimanche de 12 h à 20 h, tél. 43.55.58.25.

• Nouveau. « La Pie rouge » ouvre un théâtre. Du 7 février au 7 avril, à 21 h, vous pourrez voir *Le dimanche de la vie*, un roman musical adapté de Raymond Queneau.

« La Pie rouge », 9, rue Champollion, Paris-5<sup>e</sup>, métro : Odéon, tél. 43.26.84.65.

• Lille : Festival des 3 Mondes. « Les colonies, la canne à sucre, la révolte des esclaves, leur fuite... une fuite qui les amène à se réfugier au sein de communes libres constituées d'autres exclus de la société : pauvres des villes du littoral, indiens persécutés, juifs poursuivis par l'inquisition, prostituées... Ensemble, ils fondèrent les « Quilombos » (Nations), véritables publiques autonomes, semi-anarchistes ».

Tel est le scénario du film choisi par le Centre libertaire culturel « Benoît-Brotouchoux » dans le cadre du Festival des 3 Mondes.

« Quilombo » de Carlos Dieges (1984) nous raconte l'histoire de l'un des plus célèbres : le « Quilombo de Palmares » (la Nation des Palmiers). Une épopée libertaire décrite avec faste, imagination et conviction, des images splendides illustrant une série de réflexions sur le respect des différences, le partage du pouvoir et l'enfermement carcéral.

La projection aura lieu au cinéma *Le Méliés* (Villeneuve d'Ascq, métro : Triolo, samedi 3 février à 19 h. Elle sera suivie d'un débat avec des militants de la Fédération anarchiste.





FONT &amp; VAL

« **Bientôt l'Europe** »

Font et Val, avant leur nouveau spectacle : « **Bientôt l'Europe** », présenté actuellement au TLP-Déjaset, nous avaient accordé un entretien. Toujours caustiques, ils nous livrent là leur vision décapante d'une société tantôt « guimauve », tantôt « cruelle », refuge de la « beauferie » bien crade qui colle aux godasses, comme la merde des clebs sous les semelles.

— Q. : Le nouveau spectacle que vous allez interpréter : *Bientôt l'Europe*, est entièrement nouveau. L'orientation générale que vous avez donnée est surtout une critique du showbiz, des journalistes...

— P.V. : Oui, ce sont des satires de la société actuelle.

— Q. : *Bientôt l'Europe* est le titre du spectacle, mais en fait, vous en parlez peu.

— P.F. : On n'a pratiquement jamais parlé des choses qui étaient annoncées sur nos affiches ! Chaque fois qu'on a donné un titre à un spectacle, on a parlé d'autre chose. Mais il faut bien donner un titre ! On avait le choix entre ça et *Les Aventures de Robin des Bois*, mais ça existait déjà...

— P.V. : Mais ce dont on parle dans le spectacle, c'est quand même bien ce qui se passe en Europe, l'air de rien... Ce sont les médias d'Europe, c'est la culture d'Europe, ce sont les mœurs en Europe, etc.

— Q. : Pouvez-vous nous parler de la première partie de votre spectacle : *La Compagnie du Châlet* ?

— P.V. : Eux aussi ont un spectacle complètement inédit. C'est un tour de chant mis en scène, mis en place. Ils ont tout changé...

— Q. : Dans l'esprit, c'est un peu dans la continuité de ce que vous faites après ?

— P.F. : C'est plus clean visuellement ! C'est plus « au rasoir »... Ce sont des chansons en groupe, donc c'est plus difficile.

— P.V. : C'est moins bordélique que nous.

— P.F. : Oui, ils ont vraiment mis les choses au point ! Nous, on improvise, on fait des trucs qui nous sont vraiment personnels, c'est différent.

— Q. : Pouvez-vous donner quelques thèmes qu'ils traiteront dans leur spectacle ?

— P.V. : Ils parlent de sexe, énormément.

— P.F. : C'est des trucs de leur âge !

— P.V. : Ils parlent de sexe... ils parlent de cul, de fesses...

— P.F. : De poitrines... toutes ces sortes de choses.

— Q. : Ils ne parlent pas de politique, j'espère !

— P.F. : Non, on leur a interdit !

— Q. : Est-ce que vous craignez, ou est-ce que vous souhaitez des procès à la suite de ce spectacle ?

— P.V. : Non, vraiment non !... S'il y en a, tant pis. Il y a plusieurs choses qui pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires. Il y a des choses qu'on dit sur certaines personnes qui sont fausses au niveau de l'information, mais au niveau de

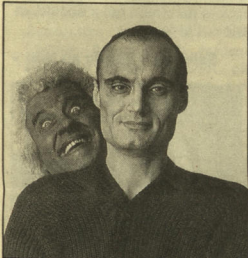
leur personnalité — symboliquement — c'est vrai.

— Q. : Il y a quand même une chose que je voudrais savoir. Comment pouvez-vous être aussi méchants ?

— P.V. : Il faut s'entraîner. Moi, je commence dès le matin.

— Q. : Quand je pense, par exemple, qu'il y a des gens qui font des émissions qui s'adressent au cœur, et que vous, vous vous moquez d'eux !!!

— P.V. : Mais c'est difficile d'être méchant tout le temps, parce qu'il y a une tentation d'être gentil à laquelle il est dur de résister. Mais pour gagner notre vie en quelque sorte, on est obligés de le paraître, de l'être. Alors il faut s'entraîner.



Le matin, il faut se mettre en colère en lisant les journaux, il faut donner des coups de pieds dans sa télévision...

— P.F. : Quand on arrive devant son miroir, au moment de se raser, on se dit : « *Salut enculé !* ».

— Q. : Et quand vous dites que Chantal Goya a quelques années de plus que ce qu'elle voudrait laisser paraître... vous n'avez pas l'impression d'être un peu trop méchants ?

— P.V. : Non, non, on n'a jamais dit ça, parce que c'est une évidence et on essaie de ne pas dire les évidences.

— P.F. : Et puis qu'elle essaye de se rajeunir... dans le spectacle, c'est normal !

— P.V. : Nous-mêmes on se maquille avant de monter sur scène pour effacer quelques années...

— Q. : Vous vous moquez aussi de vous-mêmes dans ce spectacle ?

— P.V. : Oui, Patrick se fout de ma gueule et moi de la sienne. Tout ça, ça fait des droits d'auteurs !

— Q. : J'ai trouvé redoutable le sketch concernant cette émission dans laquelle il est question de maladies pour lesquelles il faudrait donner de l'argent...

— P.V. : Ha ! Subventionner la maladie ! C'est-à-dire que si tout le monde guérissait, les présentateurs d'émissions sur les maladies perdraient beaucoup d'argent. Alors... mais qu'est-ce que je raconte, là ?... Ouais, ils seraient au chômage et on serait obligé de faire des émissions pour subventionner la maladie...

En fait, ça n'existe pas, c'est une émission qu'on a inventée. Mais dans le fond, symboliquement, une fois de plus, elle existe. Il y a tout un marché de la maladie, un marché de l'émotion facile. Au lieu que la télévision fasse réfléchir, elle fait appel à des choses très primaires. C'est formidable de subventionner la recherche, bien sûr, mais de cette façon, ça me paraît bizarre, avec toutes ces bougies, ces sapins de Noël. Et puis ça institutionnalise la maladie, je ne sais pas comment le dire mais c'est un sujet de conversation, c'est un mode d'être, la maladie. Les gens sont mal foutus... Tu vois, dans le langage courant on dit : « je soigne ma maladie » ; on devrait dire : « je soigne ma santé » !

— P.F. : Moi ça me fait penser aux pleureuses italiennes qui gémissent autour d'un cercueil, mais qui ne rendent jamais aucun service à un être vivant. Enfin, je généralise... C'est tellement plus facile de pleurer sur les morts que de s'occuper des vivants, parce que s'occuper des vivants ça ne se voit pas... Dire bonjour à son voisin de palier, c'est peut-être plus difficile que de donner de l'argent pour le Tiers-Monde.

— P.V. : Ce qui n'exclut pas qu'on puisse en donner éventuellement...

— P.F. : Et puis aussi on peut donner de l'argent à son voisin de palier. Là, au moins, on sait où va le fric !

— P.V. : Surtout si c'est une voisine.

— P.F. : Oui, en fait, c'est à ça que je pensais...

— Q. : Est-ce que vous allez improviser quelque chose dans votre spectacle par rapport à l'actualité brûlante de l'Est ? Dans ce que j'ai entendu, il y avait justement une phrase ou deux...

— P.V. : Oui, si on peut, on fera plus que ça, parce que vraiment, c'est extraordinaire. C'est extraordinaire de voir ce monde aberrant qui s'effondre. C'est malheureux pour tous ces gens qui sont morts en Roumanie récemment, c'est triste, mais en même temps, de voir Ceaucescu faire sa valochette comme ça... Hier, il essayait encore de raccrocher les wagons, et puis aujourd'hui il fout le camp comme un voleur, c'est extraordinaire de voir ça ! En un siècle, on aura vu crever Hitler, Ceaucescu..., c'est fantastique, quoi ! Là on est en train de voir s'effondrer un pan de la connerie humaine, il y a tout un pan de l'imbécillité qui est en train de tomber en poussière. Alors par quelle autre connerie ça pourra être remplacé, on verra bien. Mais en attendant, c'est beau !

C'est merveilleux de voir s'effondrer le communisme, un rêve vraiment ! Quand on passe en banlieue et qu'on voit « rue Maurice-Thorez », on a envie de se marrer, on se dit c'est fini, un jour on va même enlever ces plaques-là, on va les virer. Ça ne va plus s'appeler comme ça, ça va s'appeler rue Louis-Jouvet. Peut-être qu'un jour les artistes remplaceront les dictateurs.

Entretien réalisé par Radio-Libertaire

Actuellement au TLP-Déjaset (41, bd du Temple, Paris-3<sup>e</sup>, Place de la République), du mardi au samedi à 20 h 30. Pour tous renseignements et Réservations : 42.74.20.50.

## Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 1<sup>er</sup> février

« *Flagrants désirs* » (19 h 30-20 h 30) : Isadora Duncan, et la danse solo avec le Café de la Danse.

Vendredi 2 février

« *L'invité du vendredi* » (19 h-21 h) : La Ligue des droits de l'homme reçoit des animateurs et spécialistes de la presse jeune (fanzines, journaux lycéens, etc.).

« *Emergences* » (21 h-22 h 30) : « *Diversités génétiques en danger* ». « *Ithaque* » (22 h 30-2 h) : Voyages. Quelle conception du voyage, avec Charles Reeve, auteur de *Exotisme s'abstenir* (éd. Acratie).

Dimanche 4 février

« *Tribuna latino americana* » (18 h-20 h) : Le Chili au début de la « transition » vers la démocratie. Avec des représentants de l'opposition chilienne.

« *L'imaginaire* » (22 h-23 h) : « *De Phèdre à La Fontaine* ».

Mardi 6 février

« *Blues en liberté* » (10 h 30-12 h) : Le thème du « train ».

« *Paroles d'association* » (14 h-15 h) : Accueil et Promotion (accueil des migrants), avec Marie-Odile Mougin.

Mercredi 7 février

« *Sens interdit* » (17 h 15-18 h 30) : Le biologiste Jacques Testard : « *La procréation artificielle* » et ses problèmes !

« *La théorie du tomahawk* » (22 h-30-1 h) : Die Bunker et, sous réserve, Hotalaccio.

Jeudi 8 février

« *Si vis pacem* » (18 h-19 h 30) : La médecine militaire

Vendredi 9 février

« *L'invité du vendredi* » (19 h-21 h) : Un débat proposé par l'Union rationaliste : « *L'école en 1990* », avec la participation de scolaires.

« *Emergences* » (21 h-22 h 30) : « *Circulez, v'la le réseau vert* ».

Dimanche 11 février

« *L'imaginaire* » (22 h-23 h) : La mort (3<sup>e</sup> partie).

Mardi 13 février

« *Blues en liberté* » (10 h 30-12 h) : « *Le Zydeco* » (1<sup>re</sup> partie).

Mercredi 14 février

« *Sens interdit* » (17 h 15-18 h 30) : Le professeur Emile Papiernik : le prix de la vie sur les grossesses à risques et les bébés prématurés.

« *La théorie du tomahawk* » (22 h 30-1 h) : MKB et, sous réserve, Cottage Club.

## RADIO-LIBERTAIRE

## Jazz en liberté

Tous les lundis de 22 h jusqu'à 1 h du matin environ avec Bruno et Jacques

Que se passe-t-il dans notre émission ? Du jazz, comme son nom l'indique. Des sons free, de l'improvisation totale et débridée parfois, donc pas systématiquement des thèmes.

Des noms ? Nous dénoncerons, entre autres, le père du free-jazz : Ornette Coleman, base de notre

émission, et ses relayeurs : Cecil Taylor, Albert Aylen, Archie Shepp, Steve Lacy (très souvent, il vit à Paris). Et aussi des Européens : Peter Brotzmann, Derek Bailey, Evan Parker... Et n'oublions pas les Français : Dainik Lazro, Raymond Bori, Jean-François Pavvros...



## Sommaire

• PAGE 2, Infos des groupes FA.  
• PAGE 3, Dans le monde : A propos de l'Est, Arménie, Editorial.  
• PAGE 4, Les luttes : Grève à la BNP et dans les hôpitaux, Répression SUD-PTT, Soutien à J.-P. Casabonne, En bref.  
• PAGE 5, Société : L'affaire Malik, Montfermeil, Les chômeurs, Soutien à la MJC Cadier.  
• PAGES 6 et 7, Dans le monde : Roumanie, une révolu-

tion de Palais.  
• PAGE 8, Infos internationales : Pays de l'Est, Grève en Australie.  
• PAGE 9, Dans le monde : L'anarchisme en Union soviétique.  
• PAGE 10, Archives : Bakouline et le nationalisme.  
• PAGE 11 : Expressions, Notes de lecture, Ciné, Spectacles...  
• PAGE 12 : Expressions, Interview de Font et Val, Programmes R.L.